ISSN 1022 – 2448

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

22 février 2007
7e année
No 7

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

La Russie entre le passé et l'avenir

par Viatcheslav Dachitchev, historien et expert en questions allemandes, Russie

hd. Viatcheslav Dachitchev, membre de l'Académie des sciences russe, a été l'un des principaux conseillers du dernier président soviétique Mikhaïl Gorbatchev et l'avocat au Kremlin de la réunification allemande. L'article ci-dessous présente une analyse extrêmement intéressante du développement politique, économique et social du pays, de l'Union soviétique à la Russie d'aujourd'hui.

Sa qualité ne réside pas uniquement dans l'évocation de faits peu connus en occident. L'auteur est non seulement un fin connaisseur des conditions de vie soviétiques et russes mais également un témoin de son époque qui a contribué à faire l'histoire de son pays. Son attachement à sa patrie et l'espoir d'une vie meilleure pour tous les Russes ont toujours guidé son action.

La rédaction de Zeit-Fragen/Horizons et débats a longtemps cherché une telle analyse, d'autant que ces dernières années, en occident, on use d'un ton de plus en plus agressif à l'égard des Russes. Les lecteurs en comprendront les raisons: La Russie n'est plus disposée à livrer les richesses de son pays au capital mondialisé et elle n'entend plus accepter la politique étrangère de plus en plus belliqueuse de l'«unique superpuissance».

«Où va la Russie?» et «Que faire?», sont les questions que se sont sans cesse posées les voisins de la Russie et l'opinion publique russe au XXe siècle. Ces questions sont toujours d'actualité. En effet, aucun pays au monde n'a vécu des bouleversements aussi tragiques que la Russie au XXe siècle. Ces transformations ont été marquées par des figures politiques: *Lénine, Staline, Khrouchtchev, Brejnev, Gorbatchev et Eltsine.* Chacun représente une des étapes les plus importantes de l'histoire russe.

- L'ère sanglante du grand révolutionnaire du XXe siècle, *Lénine,* lorsque le capitalisme a été aboli en Russie.
- L'ère tragique du plus grand tyran du XXe siècle, *Staline,* lorsque le socialisme d'Etat totalitaire a été édifié en Union soviétique.
- L'ère de l'érosion et de la décadence du«socialisme réel» sous *Brejnev.*
- L'ère de l'espoir frustré de l'édification d'un socialisme« à visage humain» sous *Gorbatchev.*
- L'ère la plus infamante de l'histoire russe, celle du grand dissident, du *terminator* so-

Suite page 2

Madame la Chancelière fédérale, refusez sans équivoque, au nom de l'Allemagne, le recours à la force militaire contre l'Iran!

Mesdames, Messieurs, chers amis,
Des informations très inquiétantes sur une guerre imminente des Etats-Unis contre l'Iran ne cessent de me parvenir.
Des efforts se manifestent au niveau international pour empêcher cette guerre.
Je vous prie de soutenir cette lettre ouverte en la signant. (Vous pouvez la faire suivre à toute personne intéressée.)
Tout en vous remerciant d'avance de votre soutien, je vous prie de croire, Mesdames, Messieurs, chers amis, à mes sentiments les meilleurs.

Yvonne A. Schmidt

Yvonne A. Schmidt, docteur en droit, Institut für Völkerrecht & internationale Beziehungen, Universität Graz; Site: IRAN Database www.uni-graz.at/yvonne.schmidt/NAHOST.html

***

Madame la Chancelière fédérale
Angela Merkel
Chancellerie fédérale
Willy-Brandt-Platz 1
D-10667 Berlin

19 février 2007

Lettre ouverte

Madame la Chancelière fédérale
et Présidente de l'Union européenne,

Nous soussignés nous adressons à vous pour vous demander de faire tout votre possible afin d'empêcher une attaque de l'Iran par les Etats-Unis.

Tout laisse penser qu'une guerre aérienne de grande ampleur des Etats-Unis contre l'Iran est imminente. Des études de l'*International Crisis Group* montrent que l'attaque ne se limiterait pas à la destruction d'installations nucléaires. Les porte-avions *Stennis* et *Eisenhower* sont déjà stationnés au large des côtes iraniennes. Selon le *Guardian* du 10 février, un troisième porte-avions est en route pour le golfe Persique. Ces trois bâtiments et leurs navires d'escorte disposent d'armes en quantité suffisante pour détruire la totalité de l'infrastructure militaire et civile de l'Iran dont les ponts, les autoroutes, les centrales électriques, les raffineries et les usines de distribution d'eau. Pour parer à l'attaque des bâtiments de guerre américains par des missiles iraniens, des missiles Patriot ont été installés dans le sud de l'Irak.

Depuis plusieurs semaines, des experts réputés tels que *Sam Gardiner, Seymour Hersh* et *Daniel Elsbert* lancent des appels contre une nouvelle guerre du gouvernement des Etats-Unis. Le 4 février, trois anciens commandants de l'armée américaine ont mis en garde avec insistance, dans le *Sunday Times*, contre les conséquences catastrophiques d'une agression armée. *Wesley Clarke,* ancien commandant en chef des forces de l'OTAN, s'est exprimé dans le même sens à Munich.

Le 9 février, le *New York Times* a déjà fait état de prétextes à une attaque contre l'Iran. Les Etats-Unis rendent l'Iran responsable de la mort de 170 soldats américains en Irak. *Zbigniew Brzezinski* en personne s'est élevé contre la propagation de tels prétextes. Début février, devant la Commission des affaires étrangères du Sénat, il a mis en garde le président *Bush* contre la tentative de fabriquer des preuves pour justifier une action militaire «défensive» contre l'Iran. La situation actuelle rappelle les mensonges proférés dans les mois qui précédèrent la guerre en Irak. Malheureusement, rien n'indique que le président américain recherche une solution diplomatique. Malgré les recommandations de la commission Baker, il refuse le dialogue avec l'Iran. Le fait qu'il ne cesse de répéter qu'il préfère la voie diplomatique ne sert qu'à tromper le peuple américain et les Européens. Il semble qu'au sein du gouvernement se soient imposés ceux qui sont décidés à faire tomber le régime de la République islamiste d'Iran et, en bombardant non seulement ses installations nucléaires mais aussi ses forces armées et son potentiel économique, à faire en sorte qu'elle deviennent une puissance insignifiante dans la région.

Si ces projets sont effectivement réalisés, toute la région du Moyen et du Proche-Orient sera plongée dans un chaos qui représentera un énorme danger pour la paix dans le monde, sans parler des graves conséquences politiques et économiques globales, et notamment en Allemagne.

Avec ses projets belliqueux insensés, le président américain agit à l'encontre de la majorité des Américains, et même de beaucoup de membres de son propre parti. Toute collaboration future avec Bush dans le conflit iranien est à notre avis totalement dépourvue de légitimité politique et morale et ne peut être comprise que comme une approbation de ses projets d'agression.

Comme il y a péril en la demeure, nous vous prions, *Madame la Chancelière fédérale,* de tout faire pour empêcher cette guerre. Il faut absolument éviter que l'Allemagne et l'Union européenne ne soient rendues responsables d'un désastre d'une ampleur inimaginable.

- Refusez sans équivoque, au nom de l'Allemagne, le recours à la force militaire contre l'Iran.
- Demandez à l'Union européenne et à ses Etats membres de se prononcer de la même manière.
- Engagez-vous en faveur de nouvelles négociations avec le gouvernement iranien sans conditions préalables et en respectant la base légale du Traité de non-prolifération nucléaire.
- Employez-vous à ce qu'une conférence sur la sécurité et la coopération au Moyen et au Proche-Orient soit bientôt mise en place afin d'y engager un dialogue de paix. En effet, si l'on ne trouve pas de solution commune aux conflits actuels de cette région, il en résultera un embrasement qui sera un désastre pour l'humanité.

Dans l'espoir que les nombreux efforts de paix aboutiront, nous vous prions de croire, *Madame la Chancelière fédérale et Présidente de l'Union européenne,* à l'expression de nos sentiments respectueux.

Hans-Christof Graf von Sponek (ancien Représentant de l'ONU en Irak pour le projet pétrole contre nourriture); Karlheinz Koppe (chercheur dans le domaine de la paix, Bonn); Ekkehart Krippendorf (professeur de sciences politiques, Berlin); Friedrich Schorlemmer (militant des droits du citoyen, Wittenberg, ville de Luther); Oskar Negt (sociologue, Hanovre); Christine Morgenroth (psychothérapeute, Hanovre); Peter Grottian (professeur de sciences politiques, Berlin); Gerald Mader (chercheur dans le domaine de la paix, Stadtschleining, Autriche); Werner Ruf (professeur de sciences politiques, spécialiste de l'Afrique du Nord, Kassel); Andreas Buro (chercheur dans le domaine de la paix, Gräven Wiesbach); Mohssen Massarrat (professeur de sciences politiques, spécialiste du Moyen et du Proche-Orient, Osnabrück); Peter Strutynski (chercheur dans le domaine de la paix, Kassel); Dr Angelika Claussen (présidente de l'IPPNW, section allemande, Bielefeld); Dr Ulrich Gottstein (président d'honneur de l'IPPNW, section allemande, Francfort); Hans-Peter Dürr (physicien nucléaire, Munich)

Contact:
A. Mohssen Massarrat
Hofbreede 64, D-49078 Osnabrück
Tél: +49/541/442284; Fax: +49/541/4430528
Courriel: mohssen.massarrat@uos.de

***

La rédaction d'Horizons et débats soutient pleinement cette initiative. Le contenu de la lettre correspond à la situation que nous évoquons dans nos colonnes depuis plusieurs semaines. Il nous semble souhaitable que les citoyens des pays européens signent cet appel et l'envoient à leurs parlementaires, aux organes compétents des divers pays, aux députés au Parlement européen et au Conseil de l'Europe et à tous ceux qui participent aux processus de décision. Les personnes qui désirent envoyer cette lettre par courrier électronique la trouveront sur notre site Internet: www.horizons-et-debats.ch.

La rédaction

«La Russie entre le passé et l'avenir»
suite de la page 1

cial du XXe siècle, *Eltsine,* décennie de destruction du socialisme et de construction du capitalisme mafieux et oligarchique.
- Ces étapes sont suivies, à partir du début du XXIe siècle, de l'ère de la recherche, encore inachevée, d'une nouvelle voie pour la Russie sous *Poutine*.

C'est ainsi que s'est déroulée l'histoire russe de 1917 à 2006, partant du capitalisme pour aboutir au pseudo-capitalisme en passant par le pseudo-socialisme. Le pays a commencé le XXe siècle avec la révolution et l'a terminé avec la contre-révolution. Le paradoxe tragicomique de cette transformation consiste dans le fait que la révolution et la contre-révolution ont été accomplies par l'élite communiste.

Trois options pour la Russie

Comment tout cela a-t-il pu arriver? L'élucidation de cette question peut nous aider, en extrapolant, à cerner les tendances du développement de la Russie au XXIe siècle.

En 1985, avec le début des réformes de Gorbatchev, de nouveaux horizons de développement social se sont ouverts à la Russie. Trois options s'offraient au pays pour forger son destin:
- continuer dans la voie dépassée du «socialisme réel»;
- suivre la «troisième voie» dite «de convergence» démocratique, système fondé sur une économie sociale de marché et l'Etat de droit, capable de réunir les qualités du capitalisme et du socialisme. Leurs caractéristiques auraient pu être les suivantes: démocratie authentique reposant sur la volonté du peuple, pluralisme politique et intellectuel, droits de l'homme et libertés humaines étroitement liées aux devoirs humains, propriété mixte, activité créatrice des chefs d'entreprise et libre épanouissement du citoyen.
- préparer le terrain à un développement capitaliste moderne.

Communisme d'Etat totalitaire stalinien

La première voie de développement de l'Etat totalitaire communiste a été discréditée sous le règne de Staline et de ses successeurs. Elle a révélé son inefficacité politique, économique et sociale ainsi que son immoralité et *son caractère illégitime*, car en réalité ceux qui gouvernaient le pays étaient les conspirateurs politiques qui, en 1917, avaient pris le pouvoir après un coup d'Etat et gouvernaient sous le slogan trompeur de «dictature du prolétariat». La tentative de ramener le pays sur cette voie par le putsch d'août 1991 échoua. Le peuple ne voulait pas de retour au passé stalinien. Le système communiste s'est effondré et avec lui l'Union soviétique.

Je vois cinq raisons principales à ce bilan bouleversant.
- *Premièrement,* au XXe siècle, surtout dans sa seconde moitié, l'ordre social ne pouvait reposer longtemps sur la force. La force vis-à-vis de l'extérieur et à l'intérieur du pays est caractéristique du système totalitaire soviétique. C'était devenu la condition de son existence et ce fut la cause de son effondrement. Cette particularité était en contradiction flagrante avec l'éternelle recherche humaine de liberté et de démocratie.
- *Deuxièmement,* le système, pris dans les dogmes idéologiques et les structures totalitaires du pouvoir, s'est révélé incapable de se réformer et de s'adapter aux nouvelles circonstances politiques, économiques, technologiques et internationales et aux changements démocratiques dans le monde. Pendant 70 ans, en Union soviétique, toutes les tentatives de réformes ont été soit étouffées dans l'œuf, soit interrompues en cours de route, soit conduites sur de mauvaises voies. Ainsi, le système créé par Lénine et Staline est resté rigide, socialement inefficace et très vulnérable dans sa politique hégémonique.
- *Troisièmement,* le système a été ruiné par la politique expansionniste du messianisme communiste. Elle a englouti la plus grande partie des ressources matérielles et intellectuelles du pays et a empêché de se concentrer sur l'amélioration des conditions de vie des citoyens et l'encouragement d'autres secteurs économiques, civils et pacifiques, afin de s'imposer, sur la base de la convergence, dans une concurrence pacifique et la coopération avec l'occident.
- *Quatrièmement,* l'Union soviétique a échoué à cause des luttes pour le pouvoir qui sévissaient depuis 1917 dans la nomenklatura du parti, au centre aussi bien que dans les républiques nationales. Ces luttes ont coûté au pays d'immenses pertes humaines. Elles ont constamment créé des tensions sociales à cause du caractère antidémocratique et profondément illégitime du régime. Le destin du pays se trouvait littéralement entre les mains de quelques souverains. Le coup d'Etat des trois conspirateurs – *Eltsine, Kravtchouk* et *Chouchkevitch –,* en décembre 1991, l'a fait s'effondrer comme un château de cartes.
- *Cinquièmement,* des erreurs lourdes de conséquences en politique intérieure pendant les réformes du socialisme sous Gorbatchev ont contribué pour une large part à l'effondrement de l'Union soviétique. Le manque de conceptions claires pour les réformes et de mauvaises priorités en politique économique, ont miné la base sociale de la perestroïka et ont causé déception et mécontentement dans la population qui s'est retrouvée dans une situation matérielle insupportable. C'est ce dont Eltsine a su tirer profit pour renverser Gorbatchev et s'approprier le pouvoir. Malheureusement, Gorbatchev ne s'était pas montré à la hauteur de sa tâche et de ses responsabilités envers le peuple et il n'avait pas assez de volonté pour empêcher ce coup d'Etat et achever les réformes.

La démocratie et l'économie sociale de marché – l'approche de Gorbatchev

La deuxième voie de développement, le passage fondamental du système sociopolitique et économique du pays à un ordre démocratique, aurait peut-être été la meilleure pour la Russie. Elle correspondait aux particularités de son développement historique et à sa mentalité et même à l'idéalisme du peuple russe. La Russie remplissait toutes les conditions matérielles et intellectuelles nécessaires pour résoudre cette tâche historique: d'immenses capacités de production, des richesses naturelles, des forces intellectuelles et un bouclier militaire sûr.

Dans le secteur politique, on a réussi jusqu'à l'été 1990 à réaliser une modification fondamentale du système dépassé du «socialisme réel». L'hégémonie du parti communiste a été relayée par le pluralisme politique, la surveillance totale des individus a été supprimée, des valeurs comme la dignité humaine, les droits de l'homme et les libertés ont été rétablies. Pour la première fois depuis 1917, des élections libres ont été organisées dont les résultats ont été un fiasco total pour les bonzes du parti. Les citoyens ont enfin acquis la possibilité de s'épanouir, de s'exprimer, de créer librement, toutes choses dont ils avaient été privés pendant des décennies et dont l'absence était devenue le talon d'Achille du système soviétique. Des conditions ont été créées pour permettre de passer d'un pouvoir politique arbitraire à l'Etat de droit, du régime des dogmes idéologiques à la diversité intellectuelle dans le développement de la société. Bref, il s'est produit un rapprochement décisif vers les valeurs et les acquis historiques et sociopolitiques de la civilisation européenne. La pratique de la con-

Suite page 8

Viatcheslav Dachitchev

Né le 9 février 1925 à Moscou. Engagé au front de 1943 à 1945. (Dans le groupe de reconnaissance du 4e front ukrainien, chemin de combat: Rostow – la Crimée – l'Ukraine du Sud – les Carpates – Prague). Décoré de deux ordres («Guerre patriotique», «Etoile rouge») et de 12 médailles.

Après la guerre, études d'histoire moderne, d'allemand et des relations internationales à l'université de Moscou suivi de l'habilitation (sujet: «La campagne de l'Ouest de la Wehrmacht») et puis la remise à neuf de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale à l'Office de la recherche de l'Académie de l'état-major.

De 1953 à 1968 rédacteur du magazine «Sciences militaires» puis du magazine «Histoire militaire». De 1968 à 1969, collaborateur scientifique à l'Office de la recherche de l'Académie de l'état-major. Dans les années 60, parallèlement maître de conférences à l'université de Moscou, thème: «L'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale».

En 1968, j'ai publié un livre sur la campagne de la Wehrmacht en Russie («Opération Barbarossa») et en 1973 un ouvrage en deux volumes sur la stratégie d'Hitler pendant la Seconde Guerre mondiale (Akademieverlag, 1500 pages).

Depuis 1970, après avoir été suspendu de mes fonctions de colonel de l'armée pour des raisons politiques (critique publique contre le néostalinisme), je me suis consacré à des études sur les relations internationales contemporaines à l'Académie des sciences en tant que collaborateur à l'institut d'Economie mondiale et de relations internationales.

De 1972 à 1990, j'ai dirigé le service des questions de politique étrangère à l'Institut des pays socialistes de l'Académie des sciences et de 1987 à 1989, j'ai été en même temps sous Gorbatchev, président du Conseil scientifique consultatif au ministère soviétique des affaires étrangères. En ces deux qualités, j'ai exercé la fonction d'un conseiller académique de la politique étrangère du gouvernement soviétique.

A la fin des années 70 et au début des années 80, j'ai développé de nouvelles idées très critiques vis-à-vis de la politique étrangère officielle d'alors qui ont été introduites dans l'arsenal des nouveaux concepts en matière de politique étrangère (par exemple le renoncement au stalinisme, à la lutte des classes et au messianisme communiste, le rejet de l'idéologie en politique étrangère, l'abandon de la doctrine Brejnev de la «souveraineté limitée» et de la politique messianique de suprématie, de la confrontation avec l'occident et la révision de la politique soviétique à l'égard de l'Allemagne en vue du rapprochement progressif des deux Etats allemands).

Pendant l'époque des changements profonds de 1985 à 1990, je me suis engagé pour l'arrêt de la guerre froide et de la course à l'armement, pour la réunification de l'Allemagne et l'union de l'Europe. Mes mémoires et expertises pour Gorbatchev ont provoqué un changement radical de la politique étrangère soviétique. C'est ma contribution à la réunification de l'Allemagne et à l'arrêt de la guerre froide que je considère comme mon œuvre la plus importante de ma vie. Le conseiller en chef de Gorbatchev, Anatoli Tchernaiaiev, a qualifié mon mérite de la manière suivante: «Des journalistes et des scientifiques cherchent souvent à savoir quel rôle les experts et les scientifiques des institutions académiques, les rapports et les notes des collaborateurs du ministère des Affaires étrangères et du service international du Comité central, les messages des ambassadeurs, des représentants du KGB à l'étranger, des attachés militaires et des agents de l'administration principale des services secrets ont joué pour Gorbatchev lorsqu'il étudiait la ‹question allemande›.

Ils jouaient sans aucun doute un rôle, particulièrement ces derniers avec leur certaine puissance magique du secret ce qui était loin de toujours signifier l'exactitude des analyses et des recommandations. Parmi les multiples sources scientifiques qui servaient à informer Gorbatchev sur les affaires allemandes et également celles du ‹camp socialiste›, on pourrait nommer les mémoires analytiques de Viatcheslav Dachitchev. Ses appréciations des évènements en Allemagne et ses conseils allaient – au contraire de la majorité des autres – dans la bonne direction. Il y exprimait des réflexions qui se sont révélées être exactes par la suite».1

De 1992 à 1995, j'ai dirigé le Centre pour les études allemandes à l'Institut des études économiques et internationales de l'Académie des sciences de Russie.

Dans les années 90, j'ai été «professeur invité» à l'Université libre de Berlin (1991), aux universités de Munich (1992) et de Mannheim (1995). De 1997 à 2005, j'ai été membre du comité de la fondation «Marion-Dönhoff». J'ai aussi été élu membre d'honneur de la direction du cercle d'études de Weikersheim. En 1995, j'ai eu l'honneur de recevoir le «Prix Friedrich-Joseph-Hass» pour l'«excellente contribution à l'entente russe-allemande» et en 2006 d'être décoré de la médaille du grand humaniste allemand Ulrich von Hutten.

A la fin de la guerre froide, j'ai concentré mes critiques de nouveau sur la politique hégémonique, cette fois contre les plans de Washington d'instaurer la domination globale des Etats-Unis. Je me suis élevé contre le concept de l'élite dirigeante américaine, de maintenir et de renforcer son hégémonie en Europe, «de tenir l'Allemagne dans une position inférieure et la Russie à l'extérieur de l'Europe», de détruire l'Etat russe, son potentiel économique et scientifique en profitant du régime antinational de Jelzin et de «conquérir en silence» le pays. Je me suis engagé pour l'instauration d'un nouvel ordre de paix en Europe sans ligne de démarquation, sans blocs, sans domination et hostilités, où la démocratie, le bien-être, la prospérité, la collaboration, la paix et la même sécurité pour tous sont favorisés et s'épanouissent.

En 2002, mon livre intitulé «Moskaus Griff nach der Weltmacht. Die bitteren Früchte hegemonialer Politik» avec des avant-propos de Mikhaïl Gorbatchev et Hans-Dietrich Genscher a été édité en Allemagne (Mittler & Sohn-Verlag, 550 pages). En 2005, ont paru mon ouvrage fondamental en quatre volumes intitulé «La stratégie d'Hitler: une catastrophe» à l'Akademieverlag à Moscou ainsi que mon analyse «La politique de la suprématie globale du XXe au XXIe siècle». En tout, j'ai fait paraître plus de 250 publications.

Actuellement, je travaille en tant que chercheur principal pour les études géopolitiques au Centre des études économiques et politiques à l'Institut économique de l'Académie des sciences de Russie.

Viatcheslav Dachitchev
novembre 2006

1 *cf. «50 Jahre sowjetische und russische Deutschlandpolitik sowie ihre Auswirkungen auf das gegenseitige Verhältnis.» Hrsg. von Boris Meissner und Alfred Eisfeld. Duncker & Humblot, Berlin 1999, p. 193-194*

Les avions de combat allemands *Tornado* iront-ils en Afghanistan au lieu de s'exercer sur la presqu'île de Rügen?

Le gouvernement fédéral veut une décision politique pour s'élancer dans la guerre

par Karl Müller, Allemagne

Des Tornados allemands étaient à la recherche de cygnes morts sur l'île de Rügen en 2006. Pour le moins c'est ce qui fut prétendu. Mais personne n'y a cru. Ce que ces avions cherchaient vraiment là n'est pas encore révélé. On peut penser raisonnablement qu'il s'agissait de cibles politiques.

A l'insu de la population, le parlement allemand a, au soir du 1er février, décidé, à l'unanimité des partis, sauf le parti de gauche (Linkspartei), de prolonger aux Etats-Unis les droits illimités d'utilisation de l'espace aérien allemand. *Or, le tribunal administratif fédéral avait donné les motifs étayant le fait que le soutien à des guerres violant le droit international, en accordant des droits de transit ou de survol, était lui-même une violation du droit international.*

Il semble bien que la majorité du parlement n'en a cure et accorde une priorité à la «solidarité de l'alliance» par rapport au droit, alors même que les parlementaires savent que les USA emploient – parfois, comme le prétend par euphémisme *Karl Theodor zu Guttenberg* – des moyens «contraires à notre façon de comprendre le droit».

Des pilotes allemands sur le chemin du tribunal pénal international

L'acharnement du gouvernement allemand de se cramponner à la «solidarité de l'Alliance», et particulièrement à la politique de guerre des USA – en contradiction avec le droit international et les droits humains – apparaît clairement dans la décision du gouvernement fédéral du 7 février d'envoyer des avions *Tornados* en Afghanistan. Le parlementaire *Willy Wimmer* (CDU), ancien secrétaire d'Etat au ministère de la défense, a mis une fois de plus le doigt sur la question de droit. Le journal en ligne *Der Spiegel* a signalé que Wimmer avait déclaré récemment qu'«en continuant à fournir des photos prises par les Tornados, pour faciliter les attaques au cours desquelles des innocents laissaient leurs vies, les pilotes allemands se trouvaient en route pour le Tribunal pénal international». Il avait ajouté que *la conduite de guerre aveugle, à la façon des Anglo-saxons, est une violation du droit international humanitaire. Tout le monde le sait, et notamment dans l'armée allemande qui s'en occupe. On doit considérer la fourniture d'informations pour des opérations au cours desquelles des civils sont tués comme une complicité, donc punissable.* (Interview avec *Spiegel Online* du 7 février).

On avait déjà assisté au mépris du droit international, dans la politique des puissances guerrières, lors du débat au parlement fédéral du 8 novembre 2001 concernant la participation allemande à la guerre en Afghanistan. Alors, le gouvernement rouge-vert de l'époque avait mis sur les rails une participation allemande à la guerre.

Les conséquences d'une «solidarité illimitée»

Le chancelier de l'époque *Gerhard Schröder* s'était alors exprimé ainsi: «Monsieur le Président! Mesdames, Messieurs! ‹Le parlement allemand soutient la volonté du gouvernement d'appliquer des mesures concrètes d'aide à la solidarité sans bornes avec les Etats-Unis. Il s'agit de soutiens politiques et économiques ainsi que la mise à disposition de capacités militaires adéquates pour combattre le terrorisme international.› C'est ce qu'a décidé par une large majorité le parlement le 19 septembre de cette année. Il s'agit maintenant de tirer les conséquences de cette décision du parlement allemand.»

Le monde était-il vraiment mis en danger à partir des cavernes de l'Afghanistan?

Joseph Fischer, l'ami intime de la CIA: «Personne ne mène de guerre en Afghanistan»

Joseph Fischer, le ministre des affaires étrangères du gouvernement Schröder en rajouta, en termes peu amènes. En un premier temps, il s'exprima de la sorte «La guerre est répugnante. Il n'y a pas de guerre propre. Elle demande de par sa nature des victimes innocentes. Ce ne sont pas les injustes qui sont atteints en premier, mais bien les justes.» Et il ajouta même: «Mesdames, Messieurs, personne ne mène de guerre en Afghanistan.» Mais dans un même souffle: Le pays n'est que soumis à un bombardement, on lui tire dessus, etc. «pour éviter la violence».

Déjà en 1792, le jacobin français *Marat* s'était exprimé ainsi: «Personne n'a plus horreur de voir verser le sang que moi; mais pour empêcher cela, je vous invite à en verser quelques gouttes.» Les livres d'histoire rapportent combien en fut répandu par la suite.

Et maintenant, les *Tornados* allemands doivent y contribuer afin de «protéger» non seulement «le personnel militaire, mais aussi la population afghane.» «Grâce à cette intervention, l'Afghanistan recouvrera une sécurité», prétendit le ministre de la défense *Franz Josef Jung*, après la décision du gouvernement.

En vérité, les photographies prises par les *Tornados* servent la guerre. Sinon, pour quoi d'autre?

Des *Tornados* pour l'offensive de printemps – l'offensive du TET – de l'OTAN

On a pu lire, dans la même semaine où fut pris la décision du gouvernement allemand, que les troupes de l'*Isaf* préparaient une «offensive de printemps». Cette année, c'est un général américain, pour la première fois, qui commande ces troupes. Le général des USA *McNeill* a quelqu'expériences de la guerre, recueillies en Irak, et il les poursuivra en Afghanistan. Les Allemands qui ont de la mémoire n'ont pas oublié la fameuse «victoire finale» des troupes allemandes lors de la Seconde Guerre mondiale. Les Etats-Unis vont prochainement augmenter leurs effectifs en Afghanistan de 3200 soldats. La session des ministres de la défense de l'OTAN dans la ville espagnole de Séville, le 8 février, a eu pour effet d'inviter fermement les Etats de l'OTAN à suivre l'exemple des Etats-Unis; cela du fait qu'il se manifeste une certaine résistance parmi ces Etats en Europe.

Toutefois, le ministre de la défense américain *Robert Gates* s'adressa en ces termes aux Allemands: «Vous faites du bon travail, nous saluons votre décision concernant les 6 *Tornados*.»

Le parlementaire Wimmer est convaincu que l'utilisation des *Tornados* allemands pour les vols de reconnaissance n'est militairement pas nécessaire. Les Américains ont largement assez de moyens dans ce domaine. Et il poursuit: «On joue avec de fausses cartes. Il est tout de même curieux que nous seuls, Allemands, avons été incités à mettre ces avions à leur disposition.»

Une guerre de 20, 30 voire 40 ans

Il ressort de tout cela que la mise en œuvre des *Tornados* est avant tout une affaire politique. Cela n'a rien à voir avec l'Afghanistan et la situation qui y règne. Il ne s'agit pas non plus de la «victoire» – sinon les troupes américaines ne resteraient pas les bras croisés au Pakistan, alors qu'on y recrute des Talibans sous leur nez.

Il s'agit de la fameuse tactique du salami, qui consiste à amener par petits pas l'Allemagne dans la guerre mondiale. Une guerre violant le droit qui devrait durer 20, ou 30 voire 40 ans, selon le vice-président *Dick Cheney*, lors d'une interview à l'émetteur *Fox-News* du 14 janvier (cf. *Horizons et débats* Nº 6 du 14 février). Il ne s'agit pas de paroles en l'air. Le budget militaire des Etats-Unis devra être amené l'année prochaine à 481 milliards de dollars, soit 11% d'augmentation. Déjà cette année, le président des Etats-Unis a réclamé 100 milliards de dollars rien que pour la guerre en Irak et en Afghanistan.

Suite page 4

Les «Tornados» allemands assurant le maintien de l'hégémonie du dollar, l'objectif est-il l'Afghanistan ou l'accompagnement d'une attaque nucléaire contre l'Iran?

par Eike Hamer, Institut des classes moyennes de Basse-Saxe, Hanovre

C'est à juste titre que la région du Golfe persique peut être qualifiée de «station d'essence du monde».

Non seulement, elle recèle la plus grande partie des réserves pétrolières mondiales, mais l'extraction de pétrole y est la plus forte du monde. Ses production et consommation relativement faibles permettent une exportation considérable de cette matière première essentielle. Par conséquent, celui qui contrôle la région du Golfe peut régler le débit du «robinet» pétrolier et justifier ainsi son hégémonie dans le monde.

Le pétrole est devenu non seulement un produit énergétique indispensable, mais aussi la clé du système monétaire fondé sur le dollar. A la question pétrolière est donc liée la situation du dollar et, partant, le destin de la «puissance mondiale unique, les Etats-Unis» *(Zbigniew Brzezinski)*.

D'une part, les Etats-Unis ont besoin de l'accès au pétrole dans la région du Golfe. En effet, leur production ne couvre pas leurs besoins. Toutefois, l'importance actuelle de cette région, principal domaine d'extraction mondial, résulte surtout du fait qu'elle est indispensable à la formation du monopole pétrolier des deux groupes de la haute finance. Le pétrole du Golfe permet de régler l'offre mondiale (OPEP). S'il est possible d'estimer à peu près la demande, une offre excédentaire ou une pénurie peut être créée en cas d'entente. De tels pilotages à court terme suffisent pour habituer le monde à un nouveau niveau des prix. L'entente pourrait résulter du fait que la plupart des producteurs de pétrole de la région du Golfe sont étroitement liés aux deux groupes de la haute finance par l'intermédiaire de «Joint Ventures», de filiales, de sociétés fiduciaires, de partenariats ou de sociétés sœurs.

Il est évident que le cartel pétrolier n'a aucun intérêt à devoir s'entendre, en plus de la Russie, avec un autre producteur pétrolier. Or tel serait le cas si l'Iran exploitait ses réserves pétrolières, voire devenait, par sa technique nucléaire, un agent perturbateur potentiel indépendant sur le marché du pétrole.

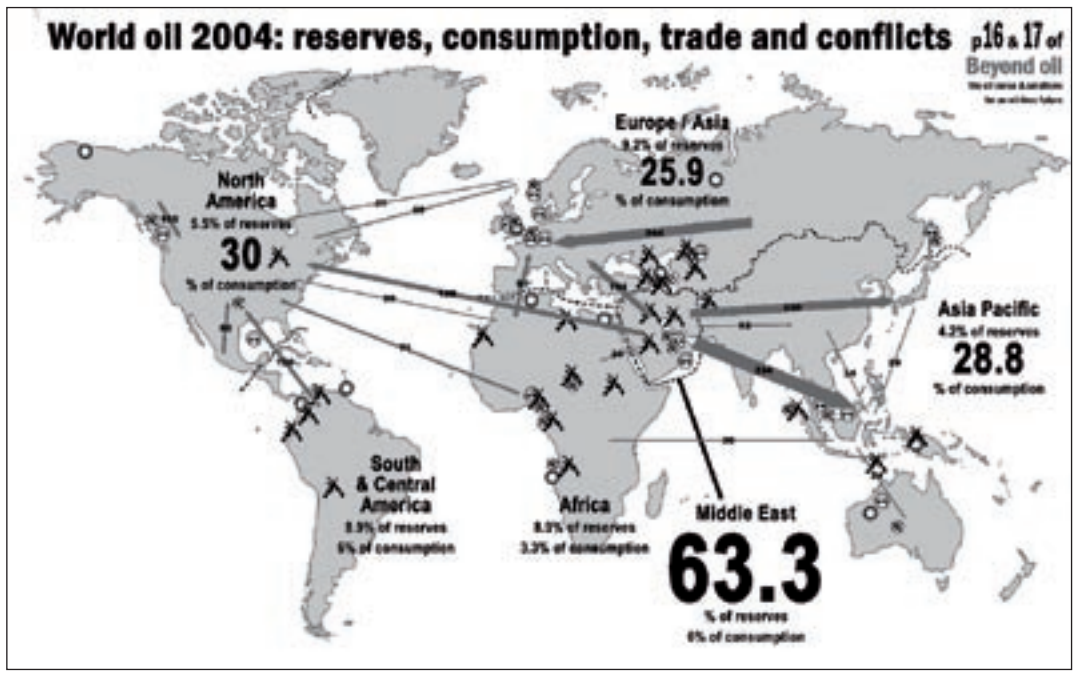
Aussi important que le pétrole comme matière première est sa fonction de régulateur de la demande de dollars à l'étranger. Puisqu'il n'était possible d'obtenir du pétrole qu'en se procurant des dollars sur les marchés mondiaux, le prix du pétrole a influé aussi sur la demande de dollars et a provoqué une demande continuelle de billets verts. Cette situation a ouvert aux compagnies pétrolières multinationales et à leur Réserve fédérale d'immenses possibilités de déterminer les cours du change. Le pétrole est ainsi devenu la clé des changes et des réserves monétaires en dollars des banques centrales.

L'Irak de *Saddam Hussein* a commencé à perturber ce mécanisme en exigeant pour son pétrole non pas des dollars, mais des euros. Après la «première libération» de l'Irak, en 1991, même le programme imposé «pétrole contre nourriture» a été court-circuité, le gouvernement vendant du pétrole contre des euros au marché noir. Il ne faut plus craindre de telles infractions après la «libération» militaire de l'Irak. Cependant, les problèmes du dollar se sont accentués considérablement, car, au lieu de l'Irak, de grandes puissances telles que la Russie, l'Iran et le Venezuela préfèrent des solutions moins instables que le dollar lors de la vente de leur pétrole. Militairement, il n'est pas si simple de convaincre ces Etats du contraire. Si les Etats-Unis n'étaient plus en mesure d'imposer le dollar comme unique monnaie mondiale des matières premières, les banques centrales ne devraient plus limiter leurs réserves à cette monnaie. […]

Il n'est pas étonnant que la chancelière *Merkel,* si liée à la haute finance anglo-américaine, cherche à freiner, conformément aux vœux des puissances victorieuses, l'indépendance croissante de l'Allemagne obtenue par un approvisionnement en matières premières en Russie. Il n'y a pas de meilleure explication de la détérioration des relations avec la Russie. Si cette politique ne correspond pas aux intérêts du citoyen, la tentative de rendre l'Allemagne de nouveau dépendante du dollar recueille tout au moins les suffrages des médias anglo-saxons.

Source: Wirtschaft aktuell. Hintergrundinformationen über Politik, Wirtschaft und Finanzen du 10/12/2006

(Traduction *Horizons et débats)*



Zbigniew Brzezinski lance une bombe politique

Bush cherche un prétexte pour attaquer l'Iran

par Barry Grey

Témoignant devant la commission sénatoriale sur les relations avec l'étranger jeudi passé, *Zbigniew Brzezinski,* conseiller à la sécurité nationale dans le gouvernement du président *Jimmy Carter,* a émis une critique acerbe de la guerre en Irak et averti que la politique de l'administration *Bush* menait inexorablement à la guerre avec l'Iran, avec des conséquences incalculables pour l'impérialisme américain au Moyen-Orient et internationalement.

Brzezinski, qui s'était opposé à l'invasion de l'Irak en mars 2003 et qui a publiquement dénoncé la guerre comme étant une erreur monumentale de politique étrangère, a commencé ses remarques sur ce qu'il a nommé «le choix de la guerre» en Irak en qualifiant cette guerre de «calamité historique, stratégique et morale».

«Entreprise sur la base de fausses hypothèses», a-t-il continué, «elle mine la légitimité des Etats-Unis partout dans le monde. Ses victimes civiles collatérales ainsi que certains abus ternissent la réputation morale des Etats-Unis. Menée sur la base de principes manichéens et d'un orgueil impérial démesuré, elle intensifie l'instabilité régionale.»

Brzezinski a raillé «la lutte idéologique décisive» contre l'islam radical des discours de Bush comme étant «simpliste et démagogique», et l'a qualifiée de «récit historique mythique» utilisé pour justifier une «guerre qui dure et qui est potentiellement en expansion».

«Argumenter que les Etats-Unis sont déjà en guerre dans la région contre une menace islamique plus large, dont l'Iran est l'épicentre, consiste à faire la promotion d'une prophétie dont on provoque la réalisation.»

Ce qui est encore plus étonnant et inquiétant c'est sa description d'un «scénario plausible de conflit militaire avec l'Iran». Cela impliquerait, a-t-il suggéré, «le fait pour l'Irak de ne pas atteindre les objectifs fixés, suivi d'accusations sur la responsabilité de l'Iran dans cet échec, puis enfin par une *provocation en Irak ou par un attentat terroriste aux Etats-Unis attribué à l'Iran*, culminant en une opération militaire ‹défensive› des Etats-Unis contre l'Iran qui plonge une Amérique solitaire dans un bourbier toujours plus vaste et plus profond finissant par englober l'Irak, l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan.»

La Maison-Blanche est capable de concocter une provocation

Voilà assurément un avertissement lancé au Congrès américain, truffé de guillemets, dans lequel l'auteur indique qu'il doute du caractère «défensif» de l'action militaire en préparation et que l'administration Bush cherche plutôt un prétexte pour attaquer l'Iran. Même s'il ne l'a pas dit explicitement, Brzezinski n'était pas loin de suggérer que la Maison-Blanche était capable de concocter une provocation – comme un éventuel attentat terroriste aux Etats-Unis – afin de fournir le *casus belli* nécessaire pour la guerre.

Qu'une personnalité comme Brzezinski, qui a des décennies d'expérience aux plus hauts échelons de l'establishment des Affaires étrangères des Etats-Unis et qui entretient des liens des plus étroits avec l'armée et les services de renseignement, lance une telle mise en garde lors d'une audience publique du Sénat américain est extrêmement sérieux et significatif.

Brzezinski sait de quoi il parle, ayant lui-même organisé des provocations de son cru alors qu'il était conseiller à la sécurité nationale sous Jimmy Carter. A ce poste, comme il l'a depuis admis publiquement, il avait élaboré un plan secret à la fin des années 1970 pour mobiliser les moudjahiddin fondamentalistes islamiques afin qu'ils renversent le régime prosoviétique en Afghanistan et entraînent l'Union soviétique dans une guerre désastreuse dans ce pays.

A la suite de son introduction, et en réponse aux questions des sénateurs, il a de nouveau évoqué le risque d'une provocation.

Il y a «plusieurs moyens de provoquer une confrontation»

Il a attiré l'attention des sénateurs sur un reportage du *New York Times*, paru le 27 mars 2006, concernant «une rencontre privée entre le président et le premier ministre Tony Blair, deux mois avant la guerre, et qui se basait sur un mémorandum rédigé par le représentant britannique présent à cette rencontre». Dans l'article, a affirmé Brzezinski, «on cite le président qui déclare être inquiet du fait qu'il risque de ne pas y avoir d'armes de destruction massive à trouver en Irak, et qu'il est nécessaire de réfléchir pour trouver d'autres prémisses pour entreprendre cette action.»

Brzezinski continue: «Je vais juste vous lire ce qu'apparemment ce mémo disait, selon le *New York Times*: ‹Le mémo affirme que le président et le premier ministre avaient reconnu qu'aucune arme non conventionnelle n'avait été trouvée en Irak. Confronté à la possibilité de ne pas en trouver avant l'invasion prévue, M. Bush avait parlé de plusieurs moyens de provoquer une confrontation.›

Il a décrit les différents moyens de le faire. Je ne vais pas entrer dans le détail […] Les moyens étaient plutôt extraordinaires, du moins l'un d'entre eux.

Si l'on considère que l'on a affaire à un ennemi implacable qu'il faut écarter, cette ligne de conduite, peut dans certaines circonstances, être tentante. Je crains que si la situation en Irak continue à se détériorer et que si l'Iran est perçu d'une manière ou d'une autre comme étant impliqué voire responsable, ou bénéficiaire potentiel de cette situation, cette tentation pourrait se présenter.»

A un autre moment, Brzezinski a fait une remarque sur les méthodes de conspirateur de l'administration Bush qu'il a presque décrit comme une cabale. «Je suis perplexe, a-t-il dit, de voir que des décisions stratégiques majeures semblent être prises par un cercle très restreint de personnes – quelques-unes seulement, une poignée probablement, peut-être pas plus nombreux que les doigts de ma main. Et ce sont ces mêmes personnes, à une exception près, qui ont pris la décision initiale d'entrer en guerre et ont utilisé les justifications initiales pour entrer en guerre.»

Aucun des sénateurs présents n'a tenu compte de l'avertissement absolument clair de Brzezinski. Les démocrates en particulier, mous, complaisants et complices des conspirations de guerre de l'administration Bush n'ont rien dit sur le danger, clairement mentionné par le témoin, d'une provocation.

Suite à l'audience, le reporter du WSWS a demandé à Brzezinski directement s'il suggérait que cette éventuelle provocation pouvait émaner du gouvernement américain lui-même. L'ancien conseiller national à la sécurité est resté évasif.

L'échange suivant a eu lieu:

Q: Dr Brzezinski, à votre avis, qui conduirait cette éventuelle provocation?
R: Je n'en sais rien. Comme je l'ai dit, on ne peut jamais prédire ces choses. Cela peut être spontané.

Suggérez-vous qu'il y ait une possibilité qu'elle émane du gouvernement américain lui-même?
Ce que je dis c'est que toute cette situation peut échapper à tout contrôle et toutes sortes de calculs peuvent créer une situation dont il serait très difficile de remonter aux origines. •

Source: *www.mondialisation.ca,* 5/2/07

«Les avions de combat allemands …»
suite de la page 3

L'année prochaine, ce montant devrait s'élever à 145 milliards. Et les coûts pourraient encore s'élever, au vu du déroulement des opérations, selon des représentants du gouvernement. (En revanche, on prévoit de retirer 66 milliards de dollars à l'assurance maladie, notamment aux dépens des retraités et handicapés).

Des monuments pour les soldats au lieu d'un mémorial contre la guerre

Il est curieux de constater que dans la même semaine où le gouvernement allemand prenait sa décision quant aux *Tornados* et où le gouvernement américain parlait de la «victoire» en Afghanistan, le ministre de la défense allemand demandait la mise en place d'un monument pour les soldats allemands tombés au front. Quelle mouche avait piqué ce ministre? Pensait-il aux soldats allemands tués depuis la création de la *Bundeswehr*? Ou bien à ceux à venir?

20, 30 ou 40 ans, c'est une très longue période. L'Europe, quant à elle, a une large expérience des guerres de 30 ans. Mais aussi avec l'abus de monuments pour les soldats tombés au front. Ce fut, à une époque, «enthousiasmant et honorifique» de mourir pour la patrie.

Il fut un temps, en Allemagne fédérale, où les politiciens qui avaient le sens de leurs responsabilités voulaient ériger des monuments à toutes les victimes des guerres. Ces monuments existent encore pour rappeler les deux grandes guerres. Mais qui en parle, aujourd'hui?

Deux enquêtes menées indépendamment l'une de l'autre par les instituts *Emnid et Forsa* ont révélé que près de 80% de la population allemande s'oppose à l'envoi d'avions *Tornados* en Afghanistan. A quel point les parlementaires doivent-ils être possédés par la volonté de pouvoir et soumis à la corruption pour passer carrément par-dessus la tête des citoyens et des citoyennes? N'y a-t-il plus que le groupe de gauche pour garder la tête sur les épaules?

Les doutes émis en 2001 ont été confirmés

Le 11 novembre 2001, huit députés du groupe parlementaire de «Bündnis 90/Die Grünen» (l'Alliance 90/Les Verts) avaient formulé un avis contraire au gouvernement rouge-vert d'alors:

«La guerre en Afghanistan ne sert pas, à notre avis, à combattre de façon ciblée les structures du terrorisme et atteint essentiellement les populations civiles. Nous refusons une participation directe ou indirecte de soldats allemands à cette guerre pour les raisons suivantes:

- La guerre en Afghanistan ne peut résoudre le problème du terrorisme international;
- Elle est exagérée, du fait que cela dépasse largement le cadre d'une poursuite d'une bande criminelle et qu'on s'en prend à tout un pays;
- La guerre ravage un pays déjà gravement atteint par vingt années de guerres et mène la situation des populations au bord de la catastrophe;
- L'objectif de la guerre, et les stratégies militaire et politique pour l'atteindre, manquent de clarté;
- La guerre doit permettre la chute des Talibans, sans que pour autant ait été développée une conception politique réaliste pour une solution après ce régime;
- La menace d'une escalade régionale grandit, en menant, p.ex., le Pakistan, qui est déjà fragile, vers une désagrégation et dans une guerre civile;
- Un prolongement de la guerre risque de servir le calcul des terroristes, en acceptant l'éventualité d'un conflit entre l'Ouest et le monde islamique, ce qui mettrait en danger les forces islamiques séculières.
- Elle fait courir le risque que, par l'apparition de martyres et du fait d'un grand nombre de victimes, les terroristes soient renforcés politiquement et reçoivent plus d'appuis.

En résumé: la guerre contre l'Afghanistan est une erreur politique, ne sert pas à combattre le terrorisme, ne se justifie pas humainement et provoque de nouveaux problèmes politiques. Il s'agit d'une entreprise aventureuse, à laquelle personne, donc non plus l'Allemagne, ne doit s'associer. Soutenir cette guerre par l'envoi de soldats allemands est irresponsable et doit donc être refusé.»

L'Allemagne doit retrouver le chemin du droit international

Cette prise de position est vieille de plus de cinq ans, mais toujours valable. Quels sont les députés des autres partis qui auraient le courage aujourd'hui de se placer du côté de la vérité? Face aux débats et décisions à prendre qui les attendent au parlement fédéral, les députés doivent se poser la question dans quelle direction aller. II est toujours possible de se détourner de cette guerre dévastatrice; ce serait un bienfait pour l'Allemagne et le monde.

Qu'en est-il du 80% de la population allemande qui s'est prononcé contre l'envoi d'avions de guerre? Le peuple devrait s'affirmer autrement plus vigoureusement que par de simples enquêtes. Ce n'est qu'ainsi que les députés se mettront à réfléchir, car qui ne veut rien entendre n'a pas sa place dans un parlement. •

Ce que le régime US en Irak sait faire: pendre des femmes!

Wassan Talib, 31 ans, *Zainab Fadhil,* 25 ans, et *Liqa Omar Muhammad,* 26 ans, font face à une exécution imminente en Irak, toutes accusées d'«offenses envers le bien-être public» par un gouvernement qui ne peut même pas fournir l'électricité mais qui remplit les rues de cadavres. Toutes sont dans la prison de Al-Kadhimiya à Bagdad. Deux ont de jeunes enfants à leurs côtés. La fillette de 1 ans de Liqa est née en prison. Les trois femmes nient les accusations portées contre elles pour lesquelles elles risquent la pendaison.

Le paragraphe 156 du Code pénal irakien, en vertu duquel elles ont été jugées, dit: «Toute personne qui commet volontairement un acte avec l'intention de violer l'indépendance du pays ou son unité ou la sécurité de son territoire et dont l'acte, par sa nature, mène à cette violation, est passible de la peine de mort». Le gouvernement «fantoche» irakien accuse ces femmes de ses propres crimes.

Aucune des trois femmes n'a eu la permission de voir un avocat. Elles ont subi des procès qui sont illégaux en vertu du droit international. Toutes trois sont des prisonnières de guerre dont les droits sont protégés en vertu de la Troisième Convention de Genève. Leur exécution ne serait pas seulement illégale et sommaire, elle serait totalement immorale. A travers le monde, la civilisation méprise la peine de mort pendant que les dirigeants féodaux de l'Irak présentent les exécutions comme un spectacle public.

Dans un pays où il n'y a de toute évidence ni Etat ni système judiciaire, l'occupation et son gouvernement fantoche utilisent, comme tous les régimes répressifs à travers l'histoire, de faux tribunaux pour exterminer leurs opposants. Aucun jugement légal ne peut être émis alors que les conditions civilisées pour une procédure équitable ne sont pas en place, la moindre étant la présence et la sécurité des avocats.

Déclaration de Hana Albayaty, Ian Douglas, Abdul Ilah Albayaty, Iman Saadoon, Dirk Adriaensens et Ayse Berktay, du 14/2/07

Source: Institut tunisien des relations internationales, *www.tunisitri.net*

La gouvernance unipolaire est illégitime et immorale

par Vladimir V. Poutine, président de la fédération de Russie

Intervenant le 10 février 2007 devant la conférence de Munich sur la sécurité, Vladimir V. Poutine a explicitement dénoncé le fantasme états-unien de gouvernance unilatérale du monde comme étant dépourvu de toute base juridique et morale. Il a également vivement critiqué l'OSCE et l'usage subversif par certains Etats d'organisations qui n'ont de non-gouvernementales que le nom. Nous reproduisons le texte intégral de ce discours majeur qui marque un basculement dans la politique extérieure russe.

Madame la chancelière fédérale,
Monsieur Teltschik,
Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie pour cette invitation à participer à une conférence aussi représentative, qui a réuni hommes politiques, militaires, entrepreneurs et experts de plus de 40 pays du monde.

Le format de conférence me permet d'éviter les formules de politesse superflues et de recourir aux clichés diplomatiques aussi agréables à entendre que vides de sens. Le format de la conférence me permet de dire ce que je pense des problèmes de la sécurité internationale et, si mes jugements vous semblent inutilement polémiques ou même imprécis, je vous demande de ne pas m'en vouloir. Ce n'est qu'une conférence et j'espère que dans deux ou trois minutes Monsieur Teltschik n'allumera pas la «lampe rouge».

On sait que les problèmes de la sécurité internationale sont bien plus larges que ceux de la stabilité militaro-politique. Ces problèmes concernent la stabilité de l'économie mondiale, la lutte contre la pauvreté, la sécurité économique et le développement du dialogue entre les civilisations.

Le caractère universel et indivisible de la sécurité est reflété dans son principe de base: «la sécurité de chacun signifie la sécurité de tous». *Franklin Roosevelt* avait déclaré au début de la Seconde Guerre mondiale: «Où que la paix soit rompue, c'est le monde entier qui est menacé».

Ces paroles restent valables aujourd'hui. D'ailleurs, le sujet de notre conférence en témoigne: *Les Crises globales impliquent une responsabilité globale*.

Il y a vingt ans, le monde était divisé sur le plan économique et idéologique et sa sécurité était assurée par les potentiels stratégiques immenses des deux superpuissances.

La confrontation globale reléguait les problèmes économiques et sociaux urgents à la périphérie des relations internationales et de l'agenda mondial. De même que n'importe quelle guerre, la Guerre froide nous a laissé, pour ainsi dire, des «obus non explosés». Je pense aux stéréotypes idéologiques, aux doubles standards et autres clichés hérités de la mentalité des blocs.

Le monde unipolaire proposé après la Guerre froide ne s'est pas non plus réalisé.

Certes, l'histoire de l'humanité a connu des périodes d'unipolarité et d'aspiration à la domination mondiale. L'histoire de l'humanité en a vu de toutes sortes.

Qu'est-ce qu'un monde unipolaire?

Qu'est ce qu'un monde unipolaire? Malgré toutes les tentatives d'embellir ce terme, il ne signifie en pratique qu'une seule chose: c'est un seul centre de pouvoir, un seul centre de force et un seul centre de décision.

C'est le monde d'un unique maître, d'un unique souverain. En fin de compte, cela est fatal à tous ceux qui se trouvent au sein de ce système aussi bien qu'au souverain lui-même, qui se détruira de l'intérieur.

Bien entendu, cela n'a rien à voir avec la démocratie, car la démocratie, c'est, comme on le sait, le pouvoir de la majorité qui prend en considération les intérêts et les opinions de la minorité.

A propos, on donne constamment des leçons de démocratie à la Russie. Mais ceux qui le font ne veulent pas, on ne sait pourquoi, eux-mêmes apprendre.

J'estime que le modèle unipolaire n'est pas seulement inadmissible pour le monde contemporain, mais qu'il est même tout à fait impossible. Non seulement parce que, dans les conditions d'un leader unique, le monde contemporain (je tiens à le souligner: contemporain) manquera de ressources militaro-politiques et économiques. Mais, et c'est encore plus important, *ce modèle est inefficace, car il ne peut en aucun cas reposer sur la base morale et éthique de la civilisation contemporaine.*

Cependant, tout ce qui se produit actuellement dans le monde – et nous ne faisons que commencer à discuter à ce sujet – est la conséquence des tentatives pour implanter cette conception dans les affaires mondiales: la conception du monde unipolaire.

Quel en est le résultat?

Les actions unilatérales, souvent illégitimes, n'ont réglé aucun problème. Bien plus, elles ont entraîné de nouvelles tragédies humaines et de nouveaux foyers de tension. Jugez par vous-mêmes: les guerres, les conflits locaux et régionaux n'ont pas diminué. Monsieur Teltschik l'a mentionné d'une manière très délicate. Les victimes de ces conflits ne sont pas moins nombreuses, au contraire, elles sont bien plus nombreuses qu'auparavant.

Nous sommes en présence de l'emploi hypertrophié, sans aucune entrave, de la force – militaire – dans les affaires internationales, qui plonge le monde dans un abîme de conflits successifs. Par conséquent, aucun des conflits ne peut être réglé dans son ensemble. Et leur règlement politique devient également impossible.

Nous sommes témoins d'un mépris de plus en plus grand des principes fondamentaux du droit international. Bien plus, certaines normes et, en fait, presque tout le système du droit d'un seul Etat, avant tout, bien entendu, des Etats-Unis, a débordé de ses frontières nationales dans tous les domaines: dans l'économie, la politique et dans la sphère humanitaire, et est imposé à d'autres Etats. A qui cela peut-il convenir?

Dans les affaires internationales, on se heurte de plus en plus souvent au désir de régler tel ou tel problème en s'inspirant de ce qu'on appelle l'opportunité politique, fondée sur la conjoncture politique.

Evidemment, cela est très dangereux, personne ne se sent plus en sécurité, je tiens à le souligner, parce que personne ne peut plus trouver refuge derrière le droit international. *Evidemment, cette politique est le catalyseur de la course aux armements.*

La domination du facteur force alimente inévitablement l'aspiration de certains pays à détenir des armes de destruction massive. Qui plus est, on a vu apparaître des menaces foncièrement nouvelles qui étaient connues auparavant, mais qui acquièrent aujourd'hui un caractère global, par exemple, le terrorisme.

Je suis certain qu'en ce moment crucial il faut repenser sérieusement l'architecture globale de la sécurité.

Il faut rechercher un équilibre raisonnable des intérêts de tous les acteurs du dialogue international. D'autant plus que le «paysage international» change très rapidement et substantiellement en raison du développement dynamique de toute une série d'Etats et de régions.

Multipolarité grâce aux Etats du groupe BRIC

Mmela chancelière fédérale l'a déjà mentionné. Ainsi, le PIB commun de l'Inde et de la Chine en parité de pouvoir d'achat dépasse déjà celui des Etats-Unis. Le PIB des Etats du groupe BRIC - Brésil, Russie, Inde et Chine - évalué selon le même principe dépasse le PIB de l'Union européenne tout entière. Selon les experts, ce fossé va s'élargir dans un avenir prévisible.

Il ne fait pas de doute que le potentiel économique des nouveaux centres de la croissance mondiale sera inévitablement converti en influence politique, et la multipolarité se renforcera.

Le rôle de la diplomatie multilatérale s'accroît considérablement dans ce contexte. L'ouverture, la transparence et la prévisibilité en politique n'ont pas d'alternative raisonnable et l'emploi de la force doit effectivement être une ultime mesure, de même que la peine de mort dans les systèmes judiciaires de certains Etats.

Aujourd'hui, au contraire, nous observons une situation où des pays dans lesquels la peine de mort est interdite même à l'égard des assassins et d'autres dangereux criminels participent allégrement à des opérations militaires qu'il est difficile de considérer comme légitimes et qui provoquent la mort de centaines, voire de milliers de civils!

Une question se pose en même temps: devons-nous rester impassibles face à divers conflits intérieurs dans certains pays, aux actions des régimes autoritaires, des tyrans, à la prolifération des armes de destructions massive? C'est le fond de la question posée à la chancelière fédérale par Monsieur *Lieberman,*[1] notre vénérable collègue. Ai-je bien compris votre question (dit-il en s'adressant à Joseph Lieberman)? Bien entendu, c'est une question importante! Pouvons-nous assister impassiblement à ce qui se produit? J'essaierai de répondre à votre question. Bien entendu, nous ne devons pas rester impassibles. Bien sûr que non.

Mais avons-nous les moyens de faire face à ces menaces? Oui, nous les avons. Il suffit de se rappeler l'histoire récente. Le passage à la démocratie n'a-t-il pas été pacifique dans notre pays? Le régime soviétique a subi une transformation pacifique, malgré la grande quantité d'armes, y compris nucléaires, dont il disposait! Pourquoi donc faut-il bombarder et pilonner aujourd'hui à tout bout de champ? Manquerions-nous de culture politique, de respect pour les valeurs démocratiques et le droit, en l'absence d'une menace d'extermination réciproque?

Ne pas substituer l'OTAN et l'UE à l'ONU

Je suis certain que *la Charte des Nations unies est l'unique mécanisme d'adoption de décisions sur l'emploi de la force en tant que dernier recours.* Dans cet ordre d'idées, ou bien je n'ai pas compris ce qui vient d'être déclaré par notre collègue ministre italien de la Défense,[2] ou bien il ne s'est pas exprimé clairement. En tout cas, j'ai entendu ce qui suit: l'usage de la force ne peut être légitime que si cette décision a été prise par l'OTAN, l'Union européenne ou l'ONU. S'il l'estime effectivement, alors nos points de vue sont différents. Ou bien j'ai mal entendu. *L'usage de la force n'est légitime que sur la base d'un mandat des Nations unies.* Il ne faut pas substituer l'OTAN et l'Union européenne à l'Organisation des Nations unies. Lorsque l'ONU réunira réellement les forces de la communauté internationale qui pourront réagir efficacement aux événements dans certains pays, lorsque nous nous débarrasserons du mépris du droit international, la situation pourra changer. Sinon, elle restera dans l'impasse et les lourdes erreurs se multiplieront. Il faut oeuvrer pour que le droit international soit universel aussi bien dans sa compréhension que dans l'application de ses normes.

Il ne faut pas oublier qu'en politique, le mode d'action démocratique suppose nécessairement une discussion et une élaboration minutieuse des décisions.

Mesdames et messieurs!

Le risque potentiel de déstabilisation des relations internationales tient également à l'absence évidente de progrès dans le domaine du désarmement.

La Russie se prononce pour la reprise du dialogue à ce sujet.

Il est très important d'appliquer les normes juridiques internationales en matière de désarmement, tout en poursuivant la réduction des armements nucléaires.

Nous avons convenu avec les Etats-Unis de ramener nos charges nucléaires équipant les vecteurs stratégiques à 1700 – 2200 unités d'ici au 31 décembre 2012. La Russie a l'intention de respecter strictement ses engagements. Nous espérons que nos partenaires agiront en toute transparence, eux aussi, et ne garderont pas sous le coude quelques centaines de charges nucléaires pour les «mauvais jours». Donc, si le nouveau ministre états-unien de la Défense annonce que les Etats-Unis se garderont de mettre leurs charges excédentaires en stock, ni de les dissimuler «sous un coussin» ou «sous une couverture», je vous demanderai de vous lever pour applaudir ses paroles. Ce serait une déclaration très importante.

La Russie respecte strictement le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et le régime multilatéral de contrôle de la technologie des missiles, et elle a l'intention de les respecter à l'avenir également. Les principes à la base de ces documents revêtent un caractère universel.

A cette occasion, je tiens à rappeler que dans les années 1980, l'URSS et les Etats-Unis ont signé un Traité sur l'élimination des missiles à moyenne et plus courte portée sans toutefois conférer de caractère universel à ce document.

A l'heure actuelle, toute une série de pays possèdent des missiles de cette classe: la Ré-

Suite page 6

Conférence de Munich sur la sécurité

km. Chaque année, en février, a lieu la Conférence de Munich sur la sécurité. Parmi les invités se trouvent des hommes politiques (en général des présidents, des chefs d'Etat ainsi que des ministres de l´Intérieur et de la Défense), des militaires et des «spécialistes en matière de sécurité» des pays membres de l´OTAN et de l´Union européenne, ainsi que des représentants d´autres pays du monde. Les intervenants, dont la plupart viennent d´Allemagne et des Etats-Unis, y abordent des sujets actuels de politique de sécurité et de défense. Depuis quelques années, les politiciens américains John McCain et Joseph I. Lieberman viennent régulièrement y donner une conférence. Tous les deux sont connus pour leur position extrémiste en faveur d'une politique de guerre. Le manque de temps empêche les débats publics approfondis. Tout se discute à huis clos pendant les pauses dans de petits cercles.

La Conférence a lieu à l´hôtel *Bayrischer Hof* de Munich. L'actuel président de la conférence est Horst Teltschik, qui fut conseiller ministériel à la Chancellerie dans le gouvernement Kohl. Après sa démission, il fut administrateur de la *Fondation Bertelsmann* et, jusqu´au 30 juin 2006, président de *Boeing Deutschland,* l´entreprise américaine concurrente de l´avionneur européen *Airbus.* Quelques jours avant la Conférence sur la sécurité, il s´est fait remarquer par les propos suivants: «Le tragique de toute démocratie, c´est que d´une part, tout le monde a le droit de dire publiquement ce qu´il pense et que, d´autre part, il faut protéger les responsables politiques. Dans une dictature, cela se passerait différemment.» Et pourtant, c´est bien le *Bundespresseamt,* par conséquent le gouvernement allemand, qui finance la Conférence.

La considérant comme le bras armé de l´OTAN, les opposants à la Conférence nient sa légitimité démocratique. Ces dernières années, et également cette année, il y a eu de nombreuses manifestations de protestations. La Conférence est protégée par d'importantes forces de police.

On la critique également parce qu´il n´y a pas de dialogue ouvert et démocratique bien qu'elle se pare du slogan «Etablir la paix en dialoguant». Ce sont surtout les positions des Etats-Unis et de leurs alliés qui y sont proclamées. On s'étonne aussi que la médaille «Vers la paix par le dialogue», qu´on décerne depuis 2005, ait été attribuée l´année dernière au sénateur américain John McCain, mentionné plus haut, et cette année à Javier Solana. Le jury aurait-il oublié qu'il était secrétaire général de l´OTAN lors de la guerre contre la Yougoslavie qui violait le droit international? Que sous son commandement, on a bombardé le pays «pour qu'il retourne à l'âge de pierre»? Qu'il refusait tout dialogue sérieux pour rétablir la paix?

La Conférence de cette année a été caractérisée par la crainte, ressentie partout dans le monde, d´une escalade potentielle de la guerre au Proche et au Moyen-Orient et par la menace pesant sur la paix dans le monde.

«La gouvernance unipolaire est …»
suite de la page 5

publique populaire démocratique de Corée, la République de Corée, l'Inde, l'Iran, le Pakistan, l'Etat d'Israël. De nombreux autres pays sont en train de concevoir ces systèmes et envisagent d'en doter leurs forces armées. Or, seuls les Etats-Unis d'Amérique et la Russie restent fidèles à leur engagement de ne pas construire ces armes.

Il est clair que dans ces conditions nous sommes obligés de veiller à assurer notre sécurité.

En même temps, il faut empêcher l'apparition de nouveaux types d'armes de pointe susceptibles de déstabiliser la situation. Je ne parle pas des mesures visant à prévenir la confrontation dans de nouveaux milieux, surtout dans l'espace. On sait que les «guerres des étoles» ne relèvent plus de la fiction, mais de la réalité. Dès le milieu des années 1980, nos partenaires états-uniens ont réussi à intercepter un de leurs satellites.

Selon la Russie, *la militarisation de l'espace est susceptible d'avoir des conséquences imprévisibles pour la communauté mondiale, conséquences qui ne seraient pas moins graves que l'avènement de l'ère nucléaire.* C'est pour cela que nous avons maintes fois lancé des initiatives visant à prévenir le déploiement d'armes dans l'espace.

Aujourd'hui, je tiens à vous dire que nous avons préparé un projet de Traité sur le non-déploiement d'armes dans l'espace. D'ici peu, nous l'enverrons à nos partenaires en qualité de proposition officielle. Je propose de travailler ensemble sur ce document.

En ce qui concerne les projets prévoyant le déploiement en Europe d'éléments du système de défense antimissiles, ils ne manquent pas non plus de nous inquiéter. Qui a besoin d'une nouvelle relance – inévitable en l'occurrence – de la course aux armements? Je doute fort que ce soient les Européens.

Aucun des pays dits «à problèmes» ne possède de missiles ayant une portée de l'ordre de 5000 à 8000 kilomètres et susceptibles de menacer l'Europe. Mieux, dans un avenir prévisible, leur apparition dans ces pays n'est pas envisageable. Je dirais même plus: une tentative de lancer un missile nord-coréen, par exemple, vers les Etats-Unis via l'Europe serait contraire aux lois de la balistique.

Elargissement de l'OTAN – une première provocation

Profitant de mon séjour en Allemagne, je tiens à évoquer la crise que traverse le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe.

Signé en 1999, ce Traité était adapté à une nouvelle réalité géopolitique: le démantèlement du bloc de Varsovie. Sept ans se sont écoulés depuis, mais il n'a été ratifié que par quatre pays, dont la Fédération de Russie.

Les pays de l'OTAN ont ouvertement déclaré qu'ils ne ratifieraient pas le Traité, dont les dispositions relatives aux limitations dans la zone des «flancs» (déploiement sur les «flancs» d'un certain nombre de forces armées) tant que la Russie ne procéderait pas au retrait de ses bases de la Géorgie et de la Moldavie. Le retrait de nos troupes de la Géorgie est en cours et ce, à un rythme accéléré. Tout le monde sait que nous avons déjà réglé ces problèmes avec nos collègues géorgiens. Quant à la Moldavie, on y trouve pour le moment une formation de 1500 militaires chargés de maintenir la paix et de protéger les entrepôts de munitions qui y subsistent depuis l'époque soviétique. Nous discutons en permanence de cette question avec Monsieur *Solana:* il connaît bien notre position. Nous sommes prêts à aller plus loin dans cette direction.

Mais que se passe-t-il pendant ce temps-là? *Eh bien, on voit apparaître en Bulgarie et en Roumanie des «bases états-uniennes légères avancées» de 5000 militaires chacune.* Il se trouve que l'*OTAN rapproche ses forces avancées de nos frontières, tandis que nous - qui respectons strictement le Traité – ne réagissons pas à ces démarches.*

Il est évident, je pense, que l'élargissement de l'OTAN n'a rien à voir avec la modernisation de l'alliance, ni avec la sécurité en Europe. Au contraire, c'est un facteur représentant une provocation sérieuse et abaissant le niveau de la confiance mutuelle. Nous sommes légitimement en droit de demander ouvertement contre qui cet élargissement est opéré. Que sont devenues les assurances données par nos partenaires occidentaux après la dissolution du Pacte de Varsovie? Où sont ces assurances? On l'a oublié. Néanmoins, je me permettrai de rappeler aux personnes présentes dans cette salle ce qui a été dit. Je tiens à citer des paroles tirées du discours de M.Werner, alors Secrétaire général de l'OTAN, prononcé à Bruxelles le 17 mai 1990: «Que nous soyons prêts à ne pas déployer les troupes de l'OTAN à l'extérieur du territoire de la RFA, cela donne à l'Union soviétique des garanties sûres de sécurité». Où sont aujourd'hui ces garanties?

De nouveaux murs divisent l'Europe

Les blocs de béton et les pierres du Mur de Berlin sont depuis longtemps des souvenirs. Mais il ne faut pas oublier que sa chute est devenue possible notamment grâce au choix historique de notre peuple – le peuple de Russie – en faveur de la démocratie et de la liberté, de l'ouverture et du partenariat sincère avec tous les membres de la grande famille européenne.

Or, maintenant, on s'efforce de nous imposer de nouvelles lignes de démarcation et de nouveaux murs. Même s'ils sont virtuels, ils ne manquent pas de diviser, de compartimenter notre continent. Faudra-t-il à nouveau des années et des décennies, une succession de plusieurs générations de responsables politiques pour démanteler ces murs?

Mesdames, Messieurs!

Nous préconisons le renforcement du régime de non-prolifération. L'actuelle base juridique internationale permet de mettre au point des technologies de production de combustible nucléaire pour l'utiliser ensuite à des fins pacifiques. Et bon nombre d'Etats veulent, à juste titre, développer leur propre nucléaire civil en tant que base de leur indépendance énergétique. En même temps, nous comprenons que ces technologies peuvent se transformer rapidement en know-how pour la production de matériaux nucléaires militaires.

Cela suscite une grave tension internationale. La situation autour du programme nucléaire iranien en est un exemple éclatant. Si la communauté internationale n'élabore pas de solution raisonnable à ce conflit d'intérêts, le monde sera ébranlé, à l'avenir également, par ce genre de crises déstabilisatrices, car l'Iran n'est pas l'unique pays du seuil, et nous ne le savons que trop, nous et vous. Aussi, nous serons en permanence confrontés à la menace de prolifération des armes de destruction massive (ADM).

L'année dernière, la Russie a proposé de créer des centres d'enrichissement d'uranium multinationaux. Nous acceptons que de tels centres se créent non seulement en Russie, mais aussi dans d'autres pays où le nucléaire civil se développe sur une base légale. Les Etats cherchant à développer leur nucléaire civil pourraient recevoir du combustible, en participant directement au travail de ces centres, évidemment, sous le contrôle rigoureux de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Or, les dernières initiatives du président des Etats-Unis, *George W. Bush,* sont à l'unisson de cette initiative russe. Je pense que la Russie et les Etats-Unis sont objectivement et également intéressés au durcissement du régime de non-prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs. Et ce sont justement nos deux pays, leaders pour leur potentiel nucléaire et balistique, qui doivent, eux aussi, devenir leaders de la mise au point de nouvelles mesures plus rigoureuses en matière de non-prolifération. La Russie est prête à effectuer un tel travail. Nous menons des consultations avec nos amis états-uniens.

Somme toute, il doit y être question de la mise en place de tout un système de leviers politiques et de stimulants économiques qui n'incitent pas les Etats à créer leurs propres capacités en matière de cycle du combustible nucléaire, mais leur permettent de développer leur nucléaire civil, en renforçant ainsi leur potentiel énergétique.

A cette occasion, je tiens à parler plus en détail de la coopération énergétique internationale. Mme la chancelière fédérale en a parlé, elle aussi, bien que brièvement. Dans la sphère énergétique, la Russie s'oriente vers l'élaboration de principes de marché et de conditions transparentes qui soient les mêmes pour tous. Il est évident que le prix des hydrocarbures doit être établi par le marché et ne doit pas faire l'objet de spéculations politiques ni de pressions ou de chantages économiques.

Suite page 7

Selon le ministère américain de la Défense, l'armée doit être prête à une guerre contre la Russie

hd. Lors d'une audition commune, devant la Commission de la défense du Congrès, du chef du Pentagone Robert Gates et du chef d'état-major interarmées Peter Pace sur le nouveau budget américain de la défense, ce dernier a déclaré que les USA devaient disposer de l'ensemble de l'arsenal pour l'intervention des forces armées terrestres «parce que nous ne savons pas ce qui peut se passer dans des pays comme la Russie, la Chine, la Corée du Nord, l'Iran notamment.» («American Forces Information Service» du 8 février). Gates avait imputé au président russe des intentions impérialistes. Aux dires des experts, le discours du président russe était une réponse à cette menace.

Lors de la justification du budget américain 2008 dont une énorme part est consacrée à la défense, le nouveau ministre de la Défense *Robert Gates* a déclaré que les USA pourraient être confrontés, en plus de la guerre contre le terrorisme global, au danger venant d'Etats comme la Russie et la Chine.

Il a déclaré lors d'une audition devant la Commission de la Défense du Congrès des Etats-Unis que «nous avons besoin de l'ensemble des moyens militaires: aussi bien de troupes terrestres capables de mener une guerre avec de grandes armées que d'unités mobiles pour des missions spéciales de lutte contre le terrorisme parce que nous ne savons pas ce qui peut se passer dans des pays comme la Russie, la Corée du Nord, l'Iran.» Il faut retenir le fait que Gates ait mis également la Russie sur la liste des pays de l'«Axe du mal» et qu'il l'a citée en premier. […]

- Les généraux *Leonov, Ivachov* et *Dvorkine* ont déclaré à ce sujet: c'est la guerre froide. La Russie doit revoir sa doctrine militaire.
- Selon le directeur de *l'Institut d'évaluations stratégiques,* «une nouvelle guerre froide a commencé: les USA encerclent la Russie avec leurs systèmes antimissiles […]

Après sa nomination, Gates a déclaré devant les sénateurs que *Poutine* ambitionnait de redonner à la Russie son statut de superpuissance, de ranimer la fierté nationale et que c'est pourquoi il jouissait chez lui d'une grande popularité.

Il voudrait rétablir le contrôle de la Russie sur les Etats de la Communauté d'Etats indépendants (CEI) et leurs ressources stratégiques. Le général Dvorkin croit que la déclaration de Gates sur la Russie est un «vestige de la guerre froide. […] On doit exiger des USA une explication sur la signification de ces propos dans le contexte de la Déclaration sur le partenariat stratégique signée en mai 2002 par les dirigeants de la Fédération de Russie et les USA». […]

Le général Ivachov, vice-président de *l'Académie des questions géopolitiques,* est d'avis que la Russie doit absolument, après cette déclaration, revoir son concept de défense et commencer à prendre plus au sérieux les problèmes de sécurité militaire. […] «En ce moment, il n'existe pas de pressions militaro-psychologiques mais demain déjà, nous pourrions ressentir des pressions militaires américaines directes.»

Le général Leonov (espionnage) a déclaré que les propos de Gates n'étaient pas dus au hasard, qu'ils reflétaient la position de principe de Washington à propos de Moscou et de Pekin. C'est pourquoi les USA entretiennent actuellement un appareil militaire qui dépasse en puissance de feu les forces militaires de tous les pays du monde. Le budget militaire des USA approche déjà le demi-billion de dollars. En temps de paix et avec des relations normales entre Etats, de tels préparatifs sont inadmissibles; des dépenses aussi considérables ne sont pas nécessaires. Il est évident que les USA se préparent à une grande guerre.

«La politique des USA consistant à rapprocher leur système de défense antimissiles des frontières de la Fédération russe, la construction de bases militaires dans les nouveaux pays de l'OTAN et d'Asie centrale indiquent la même chose: les USA considèrent la Russie comme un adversaire potentiel. On ne doit pas se faire d'illusions sur le comportement amical des USA, mais il ne faut pas céder à la panique. Ils nous considéraient autrefois comme des adversaires et ils continuent de le faire; cela n'a rien d'étonnant. Par rapport à Pékin, je crois que le XXIe siècle sera un siècle d'hostilité, particulièrement entre les USA et la Chine.»

Une nouvelle guerre froide a commencé

Misin, directeur de l'Institut d'évaluations stratégiques, a déclaré dans une interview à la BBC que dans les milieux dirigeants de la Russie, on voit réapparaître la menace militaire américaine qui était caractéristique de la période d'hostilité entre l'Union soviétique et les Etats-Unis.

Il croit que «les dirigeants russes ne voient, en regardant l'OTAN, rien d'autre qu'une palissade de missiles dirigés vers la Russie. C'est pourquoi beaucoup voudraient que le développement des forces armées en revienne à ce qu'il était au début des années 70.»

Misin est convaincu que la Russie, de son côté, retombera dans l'antiaméricanisme. […] On doit également parler des activités américaines dans les pays de la CEI (anciens pays de l'Union soviétique) qui sont considérés comme une menace pour les intérêts légitimes du Kremlin dans cette région.

Les USA encerclent la Russie avec leur système antimissiles

«Il faut constater qu'actuellement les USA tentent d'installer des éléments de leur système antimissiles en Pologne et en République tchèque et de déplacer des radars de Hawaï dans le Pacifique sur les îles Aléoutiennes dans la mer de Béring près du Kamtchatka. […] Comme le constatent des experts russes, les USA ont ainsi lancé une nouvelle course aux armements mondiale.» […]

Les projets américains prévoient un grand radar en République tchèque et une douzaine de bases antimissiles en Pologne. Cela a provoqué une vive réaction de Moscou. Poutine a déclaré que «la Russie y répliquera à un degré plus élevé et plus asymétrique: Nous avons déjà des systèmes de missiles antimissiles et des systèmes pour échapper aux missiles antimissiles», et en disant cela, il pensait avant tout au nouveau missile Topol-M.

Source: newsru.com, 8 février 2007

(Traduction du russe par *Walther Gross)*

«La justice sociale doit toujours soutenir le faible»

Pour une vie digne de tous les hommes, quel que soit leur parti

par Tobias Salander, historien, Suisse

hd. Ci-dessous, nous présentons une recension du nouveau livre d'Ulrich Maurer intitulé «Eiszeit. Staatsstreich des Kapitals oder Renaissance der Linken» (Epoque glacière. Coup d'Etat du capital ou renaissance de la gauche).

A une époque de mondialisation effrénée, de «guerre permanente contre le terrorisme», de pillage déchaîné des ressources, de changement climatique, de creusement insoupçonné des écarts sociaux, de mort de faim de millions d'êtres humains, de limitation de droits de l'homme conquis au fil des siècles, d'affaiblissement et de violation flagrante, par la plus forte démocratie de la planète, de l'interdiction de torturer, de privatisation de domaines essentiels – tels ceux de l'eau, de la prévoyance vitale, de l'infrastructure publique, mais aussi de la sécurité par l'armée, – à une époque de désintégration croissante des démocraties occidentales, de manipulation par des stratèges en RP roublards et, à l'arrière-plan, par leurs bailleurs de fonds, on constate à maints endroits un besoin de réfléchir, de marquer un temps d'arrêt et de se concentrer sur l'essentiel de ce qui rend une vie humaine digne d'être vécue.

Qui veut être un démocrate socialiste doit quitter le SPD

Récemment sont parus des ouvrages informatifs d'origines très diverses. Ce journal s'est déjà exprimé à propos du livre de *Norbert Blüm* intitulé «Gerechtigkeit – eine Kritik des Homo oeconomicus» (Justice sociale – une critique de l'homo oeconomicus). Un prochain numéro s'occupera de l'ouvrage qu'*Heinrich Wohlmeyer* a consacré à «Globales Schafe scheren – gegen die Politik des Niederganges» (Tondre les moutons dans le monde entier – contre la politique de la décadence).

Un autre essai qui parvient à des conclusions presque identiques, mais dont l'origine est totalement différente, est dû à la plume du directeur parlementaire de la fraction de la *gauche* au Bundestag, l'avocat *Ulrich Maurer*, né à Stuttgart en 1948. De 1990 à 2003, Maurer a été porte-parole de politique intérieure et membre du Comité du SPD (parti social-démocrate d'Allemagne), de 1995 à 1999, il a été membre de son présidium. Après avoir écrit une lettre ouverte contre la politique néolibérale de *Gerhard Schröder*, Maurer a quitté le SPD en 2005 et été élu la même année au Bundestag comme premier candidat de l'Alternative électorale Travail et justice sociale (WASG) du Bade-Wurtemberg, avec la ferme conviction que celui qui veut rester démocrate socialiste doit se séparer du SPD.

Le catholique de gauche qui applique la doctrine sociale de l'Eglise ou le laïc attaché à l'économie sociale de marché de *Ludwig Ehrhard* lira avec autant de plaisir le livre d'Ulrich Maurer que le gauchiste considérant le monde avec une image personnelle de l'être humain.

Mérites du modèle suisse de démocratie directe

Pour nommer d'emblée la quintessence: le socialiste allemand Maurer propose comme modèle assurant la paix le modèle suisse de démocratie directe. C'est ainsi qu'il écrit: «Une société humaine a besoin avant tout du rétablissement de la communauté. Sur le plan politique s'ouvrent trois perspectives: 1. L'expansion de la participation des citoyens et de la démocratie directe par l'initiative et le référendum populaires à tous les niveaux. 2. Une renaissance de la pensée coopérative. 3. Le développement et le renforcement de l'autogestion communale.» (Maurer, p. 200) On croit entendre parler *Adolf Gasser*, dont l'his-

Suite page 8

L'autre Europe

L'idée de l'unité européenne, le rêve des Etats-Unis d'Europe, semblent s'éloigner ces temps-ci. Ils sont néanmoins la seule solution réelle de substitution à l'hégémonie mondiale et au déclin de l'empire anglo-saxon. Ce rêve pourrait enthousiasmer les hommes si l'on cessait d'en abuser pour imposer le régime de marché néolibéral. Les Français n'ont pas repoussé le projet de constitution européenne parce qu'ils seraient opposés à l'idée d'unité européenne, ils ont refusé une Europe dominée par le néolibéralisme. Une Europe d'en bas, l'Etat fédéral de pays aux mêmes normes sociales et écologiques, aux salaires minimaux dignes d'êtres humains, aux taux d'imposition unitaires et justes, une Europe, Etat social écologique, pourrait fort bien enthousiasmer les hommes. Ce serait

- une Europe qui détache sa production énergétique du pétrole et continue à jouer son rôle de pionnière dans l'utilisation de l'énergie solaire pour la production industrielle de masse,
- une Europe qui respecte les principes du droit des gens et n'exige pas, comme prix de la coopération avec d'autres Etats, la soumission politique, économique ou culturelle de ceux-ci,
- une Europe qui ouvre ses marchés aux produits fabriqués dans le respect des droits sociaux et dans la renonciation au gaspillage écologique,
- une Europe qui offre aussi aux sociétés pauvres les résultats de sa recherche médicale, son savoir-faire et ses médicaments et attribue davantage d'importance à l'humanité qu'aux bénéfices et à la protection des brevets de ses groupes économiques,
- une Europe qui se veut pont vers le monde islamique, respecte les cultures étrangères et ne les détruit pas,
- une Europe qui, autour de la Méditerranée, forme une zone économique et culturelle reposant sur la multiplicité et le respect mutuel,
- une Europe qui ne participe pas à des interventions et attaques militaires et dont les capacités militaires servent uniquement à sa défense,
- une Europe qui offre ses conquêtes technologiques au monde entier sans exiger en contrepartie des concessions assurant sa puissance,
- une Europe qui, même dans ses démêlés avec le terrorisme, respecte les droits de l'homme, ne torture ni ne collabore avec des tortionnaires,
- une Europe qui renonce à exporter son modèle de démocratie par l'argent ou la force et ne table que sur la force de l'exemple et
- une Europe qui s'engage dans une réforme des Nations Unies tendant à refléter la majorité de la planète et qui raffermit le monopole international de la force des Nations Unies quand il s'agit d'empêcher l'oppression et le génocide.

Une telle Europe pourrait même survivre à une époque pendant laquelle la domination sur les autres pays d'une septième de l'humanité ne saurait se justifier. Elle pourrait prouver que la fin de ce déséquilibre ne doit pas nécessairement s'accomplir par la guerre et le chaos.

Ulrich Maurer. Eiszeit. Staatsstreich des Kapitals oder Renaissance der Linken. Munich 2006. (p. 223–225)

ISBN 3-570-50070-5

«La gouvernance unipolaire est …»
suite de la page 6

La Russie ouverte à la coopération économique

Nous sommes ouverts à la coopération. Des compagnies étrangères participent à nos plus grands projets économiques. Selon différentes évaluations, jusqu'à 26% de l'extraction de pétrole en Russie reviennent – réfléchissez bien à ce chiffre – jusqu'à 26% de l'extraction de pétrole en Russie reviennent au capital étranger. Essayez donc de me citer un exemple de présence aussi large du business russe dans les branches clés de l'économie des Etats d'Occident. Il n'y en a pas!

Je tiens aussi à rappeler la proportion d'investissements arrivant en Russie et partant de Russie vers d'autres pays du monde. Ce rapport est à peu près de quinze pour un. Voilà un exemple éclatant de l'ouverture et de la stabilité de l'économie russe.

La sécurité économique est une sphère où tous doivent s'en tenir à des principes uniques. Nous sommes prêts à une concurrence loyale.

L'économie russe a de plus en plus de possibilités pour cela. Cette dynamique est objectivement évaluée par des experts et nos partenaires étrangers. Récemment, par exemple, la Russie a été mieux notée au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE): notre pays est passé notamment du groupe à risque 4 au groupe 3. Profitant de l'occasion, ici, aujourd'hui à Munich, je voudrais remercier tout particulièrement nos collègues allemands de leur concours à l'adoption de la décision évoquée.

Continuons. Comme vous le savez, le processus d'adhésion de la Russie à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) est entré dans sa phase finale. Je rappellerai qu'au cours des négociations longues et difficiles, nous avons plus d'une fois entendu des paroles sur la liberté d'expression, la liberté de commerce et des possibilités égales, mais seulement quand il s'agissait du marché russe.

Et encore un thème très important qui influe directement sur la sécurité globale. On parle beaucoup aujourd'hui de la lutte contre la pauvreté. Mais qu'est-ce qui se produit en réalité? D'une part, des ressources financières – et souvent importantes – sont allouées à des programmes d'assistance aux pays les plus pauvres. Quoi qu'il en soit, et beaucoup le savent ici également, il n'est pas rare que les compagnies des pays donateurs eux-mêmes «les utilisent». D'autre part, l'agriculture dans les pays industrialisés est toujours subventionnée, alors que l'accès des hautes technologies est limité pour d'autres.

Appelons donc les choses par leurs noms: il s'avère qu'une main distribue les «aides caritatives», alors que l'autre entretient l'arriération économique, mais récolte aussi des bénéfices. La tension sociale surgissant dans de telles régions dépressives se traduit inévitablement par la croissance du radicalisme et de l'extrémisme, tout en alimentant le terrorisme et les conflits locaux. Et si tout cela se produit de surcroît, par exemple, au Proche-Orient dans le contexte d'une vision aggravée du monde extérieur, en tant que monde injuste, une déstabilisation globale risque de se produire.

Il va sans dire que les principales puissances mondiales doivent voir cette menace et organiser, par conséquent, un système plus démocratique et plus équitable de rapports économiques qui donne à tous une chance et une possibilité de développement.

Intervenant à une conférence sur la sécurité, on ne peut pas, non plus, Mesdames et Messieurs, passer sous silence l'activité de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). L'OSCE a été créée pour examiner tous les aspects, je tiens à le souligner, tous les aspects de la sécurité, qu'il s'agisse des aspects politico-militaires, économiques ou humanitaires et ce, dans leurs rapports réciproques.

Mais que voyons-nous aujourd'hui en réalité? Nous voyons que cet équilibre est manifestement perturbé. On essaie de transformer l'OSCE en instrument vulgaire au service des intérêts politiques extérieurs d'un seul pays ou d'un groupe de pays à l'égard d'autres Etats. Et c'est pour cette tâche, que l'on a aussi «monté de toutes pièces» l'appareil bureaucratique de l'OSCE qui n'est nullement lié aux Etats fondateurs. On a «monté de toutes pièces» pour cette tâche également les procédures d'adoption des décisions et d'utilisation des fameuses «organisations non gouvernementales (ONG)». Formellement, il s'agit effectivement d'organisations indépendantes, mais financées rationnellement et, par conséquent, contrôlées.

Sécurité et prospérité pour tous les pays

Conformément aux documents fondateurs, dans la sphère humanitaire, l'OSCE est appelée à accorder aux pays membres, à leur demande, un concours en matière de respect des normes internationales dans le domaine des droits de l'homme. C'est une importante mission. Nous la soutenons. Mais cela ne signifie pas qu'on peut s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres pays et encore moins tenter de leur dicter la manière dont ils doivent vivre et se développer.

Il est parfaitement évident qu'une telle ingérence ne contribue pas du tout à la maturation d'Etats authentiquement démocratiques. Par contre, elle les rend dépendants, avec comme conséquence l'instabilité sur les plans économique et politique.

Nous espérons que l'OSCE se guidera sur ses tâches immédiates et organisera ses relations avec des Etats souverains sur la base du respect, de la confiance et de la transparence.

Mesdames, Messieurs!

En conclusion, je voudrais retenir ceci. Nous entendons très souvent – et je les entends personnellement – les appels de nos partenaires, y compris nos partenaires européens, exhortant la Russie à jouer un rôle de plus en plus actif dans les affaires internationales.

Je me permettrai à cette occasion une petite remarque. Nous n'avons pas besoin d'être éperonnés ou stimulés. La Russie a une histoire millénaire, et pratiquement elle a toujours eu le privilège de pratiquer une politique extérieure indépendante.

Nous n'avons pas l'intention aujourd'hui non plus de faillir à cette tradition. En même temps, nous voyons que le monde a changé et nous évaluons avec réalisme nos propres possibilités et notre propre potentiel. Et évidemment nous voudrions aussi avoir affaire à des partenaires sérieux et tout aussi indépendants avec lesquels nous pourrions travailler à l'édification d'un monde plus démocratique et plus équitable, tout en y garantissant la sécurité et la prospérité non seulement des élites, mais de tous.

Je vous remercie de votre attention. •

[1] Favorable à une action militaire contre l'Iran, le sénateur Joseph Lieberman est le leader des faucons de la gauche états-unienne. Il se situe dans la ligne du très anti-russe Henry «Scoop» Jackson, figure tutélaire des néoconservateurs. NDLR.

[2] Arturo Parisi. NDLR.

Source: *www.voltairenet.org,* 13/2/07

«La justice sociale doit toujours …»
suite de la page 7

torien *René Roca* nous a décrit le modèle suisse dans une série d'articles publiés par *Horizons et débats*.

Qui contribuera au renouveau par le bas de cette communauté humaine? Ici également, Maurer propose un coude à coude prometteur au-delà de tous les fossés idéologiques: «La résistance contre l'hégémonie néolibérale vient aujourd'hui de la gauche, mais aussi, à un rythme croissant, du camp catholique et du monde musulman.» (p. 249) En effet, presque toutes les religions proclament, comme la gauche, la primauté des valeurs sur l'économie.

Les croyants et la gauche peuvent se tendre la main

Comme le dit si bien l'évangile selon *Matthieu*, on ne peut servir à la fois Dieu et Mammon. Dans les «conditions dictées par l'impérialisme du marché», les croyants et la gauche sont des alliés naturels. L'aphorisme de *Marx* d'après lequel la religion est l'«opium du peuple» ne vaut plus aujourd'hui de manière illimitée, un comportement social pouvant fort bien se fonder religieusement – en raison justement de la conception personnelle de l'homme propre au Christianisme et de l'interdiction du prêt à intérêts par l'Eglise catholique et l'Islam. Maurer en conclut: «La gauche doit enfin comprendre qu'elle fait fausse route dans son athéisme militant. Dans l'Allemagne actuelle, la comparaison de ce que proclament *Heiner Geissler, Norbert Blüm* et *Oskar Lafontaine* permet facilement de constater qu'il n'y a pas de différence dans l'analyse du capitalisme moderne prédateur. Tous les candidats du parti de la gauche auraient pu souscrire sans problème au programme du Mouvement catholique des travailleurs pour les élections au Bundestag de 2005.» (p. 253s)

Analogie historique: l'empire romain et celui des Etats-Unis

Par des analogies historiques captivantes et très claires, Maurer indique comment tout empire qui se fonde uniquement sur la force des baïonnettes et détruit ses classes moyennes, piliers de l'Etat, ainsi que les valeurs communes, a été condamné au déclin. Cette évolution n'a toutefois pas eu lieu sans que beaucoup de sang n'ait coulé. Prenant l'exemple de l'empire romain, il prouve de manière plausible comment la soif de ressources ou d'esclaves a provoqué une expansion excessive de l'appareil militaire, un appauvrissement des masses et une décadence indicible des élites ainsi que, finalement, leur effondrement. Appliquant cette description à l'empire des Etats-Unis, on en conclut que, s'il semble invincible aujourd'hui, il est néanmoins sur son déclin et menace de précipiter le monde avec lui dans l'abîme. Maurer démontre que l'empire romain d'Orient, s'appuyant sur des valeurs communes et le rétablissement de classes moyennes, piliers de l'Etat, – l'ordre dit de la constitution des thèmes avec ses stratiotes, soldats-colons libres pour qui l'intérêt et la défense de l'Etat coïncidaient avec leurs propres intérêts – a pu stopper la décadence et maintenir pendant plus de 1000 ans une culture impressionnante, sans laquelle les trésors des philosophes et scientifiques antiques n'auraient pas été préservés et n'auraient pu porter de nouveau leurs fruits à la Renaissance, dans le domaine de l'ancien empire romain d'Occident.

Le système féodal ploutocratique des Etats-Unis est voué au déclin

Maurer tire ainsi la conclusion de ces processus historiques: «Si de larges couches sociales ne s'identifient pas à l'Etat et au système de valeurs en cours, il n'y a pas de chance de survie historiquement; dans le cas contraire, la survie est assurée.» (p. 142) Le «système féodal ploutocratique des Etats-Unis» (p. 144) étant voué au déclin, Maurer se demande où se trouvent en Europe les couches sociales supportant l'Etat. Il les trouve en France et en Europe méridionale, où l'on tente encore de résister réellement. A son avis, les classes moyennes des autres Etats d'Europe sont «encore principalement soumises à une idéologie les persuadant qu'elles sont structurellement davantage liées aux seigneurs féodaux qu'aux prolétaires et aux démunis.» (p. 144) Il ne semble pas possible de résister au message séduisant d'après lequel on ferait partie des maîtres et non des valets. Néanmoins, Maurer nourrit de grandes espérances à propos de l'Europe. Il rejette cependant le modèle néolibéral de l'UE actuelle, à laquelle les peuples français et néerlandais ont dit nettement non en rejetant le projet de constitution.

La seule solution de substitution: une Europe d'en bas …

Maurer s'exprime très clairement au sujet de cette Europe en expansion permanente, accueillie avec grand intérêt par la gauche suisse: «L'élargissement constant de l'UE fait dégénérer l'idée des Etats-Unis d'Europe en une superstructure idéologique factice, censée justifier l'établissement d'une zone néolibérale de libre échange. Réellement puissant n'est toutefois que le commissariat à la concurrence de l'UE, principale agence politique du néolibéralisme avec l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC), le *Fonds monétaire international* (FMI) et la *Banque mondiale*.» (p. 145) Mais qu'est-ce qu'est l'Europe, qu'est-ce qui fait l'Européen? Maurer: «Etre un Européen n'a rien à voir avec les rapports de parenté ni avec le sang, mais se réfère à des valeurs démocratiques, au refus de la torture et de la peine capitale ainsi qu'à l'égalité des sexes.» (p. 222) L'Europe est néanmoins la seule solution réelle de substitution à l'hégémonie mondiale et au déclin de l'empire anglo-saxon.

… Etat social écologique avec une Allemagne vraiment souveraine

«Une Europe d'en bas, un Etat fédéral de pays aux mêmes normes sociales et écologiques, aux salaires minimaux dignes d'êtres humains, aux taux d'imposition unitaires et justes, une Europe, Etat social écologique, pourrait fort bien enthousiasmer les hommes.» (p. 223) Mais les Etats nations sont trop faibles pour résister aux possibilités de chantage du capital international et de sa puissance dirigeante. Qu'en résulte-t-il pour l'Allemagne? Maurer affirme que l'Allemagne devrait tout d'abord être semblable à la France pour fonder, avec ce pays voisin, une Europe sociale et démocratique. Première priorité: l'Allemagne devrait devenir réellement souveraine. Pour ce faire, il y aurait lieu de passer par les étapes suivantes: «Nous devons faire de l'unification allemande une fusion réelle et supprimer les derniers vestiges de la politique d'annexion. La deuxième étape serait l'éloignement du territoire allemand de toutes les armes de destruction massive menaçant notre population. La troisième étape consisterait à imposer tous nos principes d'Etat de droit à toutes les organisations militaires ou de renseignements de puissances étrangères stationnées ou opérant ici. La quatrième étape obligerait toutes les troupes étrangères à se retirer – à moins qu'elles fassent partie d'une communauté de défense de l'UE, qui aurait renoncé à toute intervention impérialiste et se serait organisée en puissance défensive pacifique.» (p. 238)

Large tour d'horizon géopolitique

Dans son analyse magistrale de la mondialisation, des hedge fonds, de la trahison néolibérale de Gerhard Schröder, de la manipulation de la population par les mass media et les entreprises de RP, de la guerre des Etats-Unis contre le terrorisme, prétexte du pillage néolibéral de la planète – la main invisible du marché ayant besoin d'un poing invisible –, mais aussi dans sa description des pôles opposés qui se forment lentement contre l'ordre mondial unipolaire, par la grâce des Etats-Unis, en Amérique latine, Russie, Chine et Inde, Maurer complète l'œuvre d'un *Michel Chossudovsky*, d'un *Jürgen Elsässer*, d'un *Thierry Meyssan*, d'un *Daniele Ganser* et de nombreux autres analystes lucides de ce qu'il appelle le «coup d'Etat du capital», de la guerre latente et du néolibéralisme. Même si nous ne pouvons y consacrer ici l'hommage approfondi qu'ils méritent, il vaut la peine de lire ces chapitres, ne serait-ce qu'en raison de la langue claire et compréhensible de Maurer.

L'image personnelle de l'être humain opposée à l'image marxiste ou néolibérale

Maurer mérite de nombreux lecteurs. Ses analyses et propositions de solutions émeuvent celui qui n'entend pas être un homme de l'époque glaciaire, métaphore par laquelle Maurer désigne l'homo oeconomicus qui fait fi de toute réaction humaine et laisse déterminer sa prise de conscience par le design. Les vieux pôles antagonistes de l'«être social» et de la «conscience idéologique» se trouvent réconciliés par la méthode de Maurer, inscrits dans une image personnelle de l'homme dans laquelle celui-ci n'est pas que «l'ensemble des rapports sociaux» (Marx) ni la «résultante des forces économiques» (néolibéralisme), mais dans laquelle une dignité est attribuée à chaque homme, parce qu'il est homme, sanctifié comme créature à l'image de Dieu et/ou invulnérable dans sa dignité d'émanation de la nature.

Dans un nouveau coude à coude contre l'alliance belliqueuse méprisant l'homme avec son système économique des sauterelles, chacun doit pouvoir gagner le paradis à sa façon, se laisser vivre dans ses petites différences et continuer à forger les facteurs communs pour un monde plus humain. Tel est le dessein d'Ulrich Maurer. Qui voudrait y objecter quoi que ce soit et avec quels arguments? Seuls les rares profiteurs de la mondialisation, le petit nombre de multimilliardaires qui, dans leur avidité sans limites, ne trouveront jamais la finalité de la vie, car celle-ci réside dans l'action avec son prochain. •

Ulrich Maurer: Eiszeit. Staatsstreich des Kapitals oder Renaissance der Linken. Munich 2006.
ISBN 3-570-50070-5.

«L'espace nécessaire aux formes d'organisations démocratiques et autogérées opposées au néolibéralisme doit être conquis pas à pas»

Aujourd'hui, la politique de gauche ne peut donc jamais se limiter à combattre la fausse idéologie et le cynisme du système néolibéral. Il faut tabler, outre sur la lutte pour gagner les esprits et les cœurs des hommes, sur la force motivante de l'exemple. La gauche doit prouver en pratique que et comment des hommes peuvent, sans se concentrer sur le profit et sans vouloir s'enrichir, prendre en mains avec succès la réalisation de leurs besoins fondamentaux.

La lutte pour le maintien et l'extension de la prévoyance sociale vitale ne sera remportée que si les êtres humains apprécient l'autogestion et l'action de l'Etat. Cela nécessite une revitalisation de l'éthique, disparue largement, du service public. Le service rendu à la communauté doit être ressenti comme une responsabilité morale. L'employé du service public ou fonctionnaire doit se considérer non pas comme le serviteur de l'Etat de la classe supérieure, mais comme le prestataire de services dévoué au citoyen. Même de stricts contrôles, voire des poursuites pénales, n'empêcheront pas le manque de sens des responsabilités ni la corruption des autorités.

Les magistrats et fonctionnaires de gauche tout particulièrement devront prendre cette tâche à cœur. Il est vain de prêcher théoriquement la doctrine socialiste parfaite et d'échouer en pratique. Il est tout aussi vain d'attendre l'effondrement du nouveau système féodal capitaliste qui domine le monde avant de réaliser des améliorations sensibles à petits pas. Le dépassement de ce système commence sur place, en pratique et, souvent, à petits pas. L'espace nécessaire aux formes d'organisations démocratiques et autogérées opposées au néolibéralisme doit être conquis pas à pas. Lors du krach, déjà prévisible dans son essence, du système économique mondial dominant, l'établissement de nouvelles structures de solidarité entre voisins et d'autarcie régionale peut être nécessaire à la survie. En effet, un modèle complet qui remplacerait le néolibéralisme sur le plan économique et social sans retomber dans les erreurs des dictatures de parti unique du socialisme réel n'a pas encore été élaboré en détails. Nous ne pouvons pas commencer à construire des canots de sauvetage lorsque le navire aura déjà sombré.

Ulrich Maurer: Eiszeit. Staatsstreich des Kapitals oder Renaissance der Linken. (p. 209–210)

«La Russie entre le passé et l'avenir»
suite de la page 2

vergence dans le domaine a donné des résultats durables. Par contre, Gorbatchev a omis de développer un concept destiné à combler le «vide intellectuel» qui s'était créé et de garder des leviers du pouvoir forts pour consolider le système réformé de l'Etat.

Dans le domaine économique, la perestroïka a rencontré de grandes difficultés. La réforme du système administratif de planification de l'Etat s'est avérée une tâche extrêmement compliquée. De plus, des fautes graves ont été commises lors de sa mise en pratique. L'économie a été la pierre d'achoppement qui a finalement fait échouer les réformes.

L'agriculture et l'industrie légère, colonne vertébrale de l'économie nationale et soutien de la démocratie

La décentralisation de l'économie et l'introduction de l'autonomie des entreprises n'ont pas été accompagnées de l'établissement de relations solides entre les produits, les bénéfices, les revenus, les salaires et les prix. La plupart des personnels ont adopté la pratique néfaste consistant à augmenter les salaires tout en baissant la production et à augmenter en même temps les prix. Il en résulta un écart immense sur le marché entre la masse monétaire et la quantité de marchandises. L'équilibre a été complètement détruit. Il en est résulté dans tout le pays une pénurie considérable de biens de consommation, notamment de denrées alimentaires qui a affecté une grande partie de la population.

D'un autre côté, cet état de choses était déjà la conséquence d'une autre erreur de stratégie des réformes, c'est-à-dire la sous-estimation de l'importance primordiale du passage à l'économie de marché de l'agriculture et de l'industrie légère. Leur réforme aurait pu être effectuée plus vite que celle des autres secteurs de l'économie et la garantie du ravitaillement de la population aurait pu créer la base sociale de la perestroïka. De plus, l'agriculture et l'industrie légère auraient été les plus aptes à créer des petites et moyennes entreprises et une classe moyenne, colonne vertébrale de l'économie et soutien de la démocratie.

Les hésitations de Gorbatchev ont aussi eu de graves conséquences pour l'imposition des réformes économiques et le moral de la population. Son attitude, bien que compréhensible dans la situation de l'époque, a fait penser à la population que le gouvernement n'avait pas de programme clair, ne savait pas où il voulait conduire le pays. Cette opinion était assez proche de la vérité. Car la théorie de la convergence, jadis taboue parce que relevant d'un «révisionnisme dangereux», n'a pas été élaborée. On a résolu quasiment en mouvement, par des méthodes ad hoc, les problèmes en suspens pendant la période de transition. Il n'y avait pas de stratégie réfléchie, pas de vision claire d'un nouvel ordre démocratique et de l'économie de marché. La seule certitude que le changement était nécessaire ne suffisait pas. De mauvaises thèses ont contribué à désorienter les esprits: «Soit le capitalisme, soit le communisme», «soit l'économie dirigée, soit l'économie de marché», «il ne peut y avoir d'économie mixte», «il n'y a pas de troisième voie». Cette façon de penser a suscité beaucoup de doutes et d'incertitudes. Elle n'était pas convaincante car en Europe occidentale, le secteur de l'Etat et les secteurs privés de l'économie se sont développés parallèlement.

Les grandes difficultés de ravitaillement apparues en 1990 ont donné à la masse de la population la fausse impression que la perestroïka avait mené à une impasse. Le mécontentement et la déception se sont propagés dans le pays. A la suite des erreurs et de la confusion dans les esprits, les problèmes nationaux se sont aggravés. Une crise politique s'est développée. La position politique

Suite page 10

Continuación pagina 8

Distinguida Señora Cancillera federal, en nombre de Alemania, dé una negativa clara al uso de la violencia militar contra Irán!

Estimados señores y señoras
estimados amigos y amigas
Noticias alarmantes sobre una guerra inminente de EE.UU. contra Irán me llegan casi sin parar. Esfuerzos internacionales para la paz están en plena actividad para ayudar evitar esa guerra.

Le pedimos también a Ud. que ayude impedir esa guerra planeada firmando la carta adjunta con su nombre. (Por favor transmita la carta a otras personas que tienen interés.)

Muchas gracias y con los mejores deseos para Ud. y su familia

Yvonne A. Schmidt

Dr. iur. Yvonne Schmidt, Instituto del derecho internacional y de las relaciones internacionales, Universidad de Graz, Austria; IRAN Database *www.uni-graz.at/yvonne.schmidt/NAHOST.html*

***

Cancillera Angela Merkel
Oficina del canciller federal
Willy-Brandt-Platz 1
D-10667 Berlin

19 de febrero 2007

Carta abierta

Muy distinguida Señora Cancillera federal y Presidente del Consejo de la UE,

nosotros, los firmantes de esta carta abierta, nos dirigimos a Usted, pidiendo que haga todo lo posible para evitar una guerra de EE.UU. contra Irán.

Todas los señales indican una guerra aérea extensa e inminente de EE.UU. contra Irán. Estudios del International Crisis Group muestran que una ofensiva no se limitaría a la destrucción de plantas nucleares. Los portaviones Stennis y Eisenhower ya están estacionados delante de las costas de Irán. Según el Guardian del 10 de febrero un tercero portavión ya está de camino al golfo Pérsico. Los tres portaviones y sus unidades tienen armas suficientes para destruir completamente toda la infraestructura militar y civil de Irán, incluido puentes, autopistas, plantas eléctricas, refinerías, instalaciones del suministro de aguas. Para la defensa de misiles iraníes contra naves de guerra estadounidenses se han estacionado en el Sur de Irak misiles Patriot.

Expertos reputados como Sam Gardiner, Seymour Hersh y Daniel Elsberg se oponen desde hace semanas con llamadas alarmantes contra una nueva guerra del gobierno de EE.UU. El 4 de febrero tres ex comandantes del militar estadounidense en el Sunday Times advertían con insistencia de las consecuencias catastróficas de un ataque militar. De semejante manera se manifestó el antes comandante en jefe de la OTAN Wesley Clarke.

El New York Times del 9 de febrero ya aportó francamente pretextos para un ataque al Irán, responsabilizando a éste de la muerte de 170 soldados estadounidenses. Contra la difusión de tales pretextos se opuso Zbiniew Brzezinski mismo, que a principios de febrero advirtió al presidente Bush ante la Comisión de Relaciones Exteriores del Senado de la construcción de pruebas para una acción militar "defensiva". La situación de hoy recuerda la propaganda difamatoria en los meses antes de la guerra de Iraq.

Desgraciadamente no hay ningún indicio que el presidente de EE.UU. aspire a una solución diplomática. A pesar de las recomendaciones de la comisión Baker rechaza el diálogo con Irán. Sus permanentes aseveraciones de preferir los canales diplomáticos sirven para engañar al pueblo estadounidense y a los europeos. Parece que en el gobierno de EE.UU. se impusieron aquellos que están decididos a eliminar el régimen de la República Islámica y de bombardear atrás Irán a una potencia insignificante en la región por la destrucción no sólo de las instalaciones nucleares, sino de todas las capacidades militares y ecomómicas relevantes. Si esto se realiza, todo el Oriente Medio y Cercano es precipitado al caos, la mayor amenaza para la paz mundial -sin mencionar los efectos graves políticos y económicos en el mundo, no sólo para Alemania.

El presidente estadounidense, con sus tremendos planes de guerra, está actuando en contra de la mayoría de los norteamericanos, también en contra de muchos miembros de su propio partido. En nuestra opinión la continuación de un procedimiento común con el presidente Bush en el conflicto de Irán carece de legitimación política y moral. Sólo se puede ser entenderlo como aprobación de sus planes de ataque.

Distinguida Señora Merkel, hay peligro en la demora – por eso le instamos a actuar. Impida esta guerra y que Alemania y la Unión Europea se responsabilicen de un desastre de inimaginable envergadura.

- En nombre de Alemania, dé una negativa clara al uso de la violencia militar contra Irán.
- Anime a la UE y a sus miembros para que se manifiesten de igual manera.
- Abogue por nuevas negociaciones con el gobierno iraní sin condiciones previas y respete el fundamento jurídico del tratado de no proliferación de armas atómicas.
- Interceda a favor del comienzo pronto de una conferencia para la seguridad y la cooperación en el Oriente Medio y Próximo para que se abre un diálogo pacífico en la región. Pués, o bien habrá una solución común para los conflictos actuales en la región o habrá un incendio de rápida propagación, un caos y una miseria más para la humanidad.

Esperando que se pueda preservar la paz por muchos esfuerzos

quedamos muy atentamente

Hans-Christof Graf von Sponeck (ex encargado de la ONU en Irak para el proyecto petróleo para alimentos)
Prof. Dr. h.c. Karlheinz Koppe (investigador sobre la paz, Bonn)
Prof. Dr. Ekkehard Krippendorf (ciencias políticas, Berlín))
Friedrich Schorlemmer (defensor de los derechos humanos y civiles, Wittenberg)
Prof. Dr. Oskar Negt (sociólogo, Hannover)
Prof. Dr. Christine Morgenroth (psicoterapeuta, Hannover)
Prof. Dr. Peter Grottian (ciencias políticas, Berlín)
Dr. Gerald Mader (investigador sobre la paz, Stadtschleining, Austria)
Prof. Dr. Werner Ruf (ciencias políticas y experto en Africa del Norte, Kassel)
Prof. Dr. Andreas Buro (investigador sobre la paz, Gräven Wiesbach)
Prof. Dr. Mohssen Massarrat (ciencias políticas, experto en el Oriente Medio y Próximo, Osnabrück)
Dr. Peter Strutynski (investigador sobre la paz, Kassel)
Dr. Angelika Claussen (presidente de la IPPNW, sección alemana, Frankfort)
Prof. Dr. Hans-Peter Dürr (físico nuclear, Munich)

Contacto:
A. Mohssen Massarrat
Hofbreede 64; D-49078 Osnabrück
Tel: +49/541/442284; Fax: +49/541/4430528
E-Mail: mohssen.massarrat@uos.de

¿Quiere imponer el gobierno de USA el dominio del dólar enfermo con nuevas guerras?

William A. M. Buckler, editor del quincenal australiano de información *The Privateer,* señala en su artículo "La salvaje autosatisfacción usamericana" las voces que advierten de una guerra inminente contra Irán. Muchas de esas voces dicen que el gobierno de Washington quiere manipular la catastrófica situación de su economía y, en particular, la deuda del Estado y del comercio exterior, que crece hacia el infinito, escalando su política bélica. El dólar US no se ha derrumbado todavía únicamente porque otros países se ven obligados a tomar para su comercio exterior sumas ingentes de dólares.

Pero en 2006 el euro ha rebasado al dólar US en la cantidad de créditos otorgados internacionalmente y ahora existe la amenaza de un colapso del dominio del dólar, porque cada vez hay más países que han perdido su confianza en él.

Por lo visto, el gobierno usamericano cree poder evitar esto empleando su maquinaria de guerra y manteniendo el dominio del dólar enfermo con violencia. La dimensión del peligro de guerra se confirma en una entrevista del vicepresidente Dick Cheney con la emisora *Fox News* del 14 de enero; Cheney habla de una guerra que podría durar 20, 30 o 40 años.

A nuestros lectores

Deseando proporcionar algunos artículos de nuestras diferentes ediciones (en alemán, inglés, y francés) también a los lectores en los países de habla hispana incluiremos desde ahora en la edición francesa una página en castellano.

También hay que pedirle cuentas al gobierno alemán si ha ocultado el secuestro y la tortura

Karl Müller informa desde Alemania que la fiscalía de Munich ha hecho efectivas órdenes de arresto contra 13 agentes de la CIA. Los agentes están acusados de haber secuestrado y sometido a torturas en campamentos afganos en 2003 al germano-libanés Jaleb al-Masri, totalmente inocente. La actuación de la fiscalía se destaca positivamente del comportamiento del gobierno alemán, que hasta ahora no ha hecho nada para llevar a los culpables ante los tribunales. Al contrario. En otro caso, el de Murat Kurnaz, trasladado a Guantánamo, el gobierno de entonces no tuvo la menor consideración humanista y evidentemente hizo todo lo posible para impedir la vuelta a Alemania a la víctima del traslado y la tortura. El artículo termina con la demanda de pedir cuentas, no sólo a los autores directos, sino también a los autores políticos de los despachos del trasfondo. Sólo así podrá revitalizarse el Estado de derecho.

El conflicto entre Hamás y Al Fatah provocado desde el exterior

En una entrevista realizada por *Silvia Cattori* a un palestino, que según sus propias manifestaciones no pertenece a ninguna de las dos partes en conflicto, se pone claramente de manifiesto que el conflicto momentáneo entre Hamás y Fatah está provocado y alimentado desde el exterior. Un puñado de gente, apoyados por USA y subordinados a Al Fatah, atizan las violentas disputas atacando a miembros de Hamás, que luego claman venganza. Los israelíes proporcionan al presidente Mahmud Abbas las armas que deben utilizarse contra Hamás a fin de aniquilarlo. Todo eso ocurre bajo el control de Mohammed Dahlan, que como jefe de seguridad de Fatah mantiene una estrecha colaboración con Israel y la CIA.

En contraste con Hamás, Al Fatah tiene dinero. De este modo pueden pagar los salarios y subvenciones a la gente y comprarse así el apoyo político. A Hamás se le negaron todo el dinero y todas las subvenciones de los demás países. Por ejemplo, Al Fath confiscó en el paso fronterizo 30 millones de Irán. La situación humanitaria de las personas que viven en las zonas ocupadas es catastrófica.

Los palestinos rechazan el reproche que se le hace a Hamás de que no puede formar ningún gobierno de unidad nacional mientras no acepte las exigencias de la Hoja de Ruta. Cómo se va a aceptar la existencia de Israel cuando hasta ahora no se acepta ni se respeta el derecho a la existencia de los palestinos en su propio territorio ni las condiciones del Cuarteto de Oriente Próximo (UE, ONU, Rusia y USA).

Resistencia contra la política alemana en la Europa Suroriental

El servicio de información alemán por Internet *german-foreign-policy.com* informa: Grecia se esfuerza por establecer una alianza defensiva contra la política alemana en Europa Suroirental. El motivo es la inminente separación de Kosovo, impulsada masivamente por Berlín. Como se dice en Atenas, se quiere cooperar estrechamente con los nuevos miembros de la UE, Bulgaria y Rumania, a fin de tomar medidas contra la ulterior destrucción de Estados soberanos en la región. Grecia y Rumania están amenazadas por separatistas que se remiten a directivas de la política exterior alemana y que están protegidos por organizaciones neutrales.

El presidente ruso Putin también ha adoptado una postura crítica ante esta política alemana. Según Putin, "el problema de las actuales relaciones internacionales estriba… en que cada vez se desprecian más los principios básicos del derecho internacional… Quienes se sienten victoriosos de la guerra fría" quisieran ahora "repartir el mundo conforme a sus propios lemas".

"El modo de vida impulsivo" es la causa de la violencia infantil y juvenil

El Dr. *Uwe Füllgrabe,* psicólogo del Instituto de Formación de la policía, Baja Sajonia, ha investigado las falsas teorías que han llevado a que la práctica de la violencia por parte de niños y jóvenes no disminuya sino que incluso se fomente. En su artículo "Fomento de la violencia mediante paradigmas falsos", el autor expone que estas teorías han conducido a que el surgimiento de la criminalidad y la violencia se derive con frecuencia de causas sociales. Tras esto se oculta un paradigma que minusvalora la propia responsabilidad del autor. Se ignoran asimismo por completo las distintas estructuras de la personalidad de los autores y el hecho de que la criminalidad juvenil se origina en la búsqueda de un *kick* (placer estimulante) o en las deficientes capacidades sociales. La causa no es la pobreza, sino el estilo de vida impulsivo, llegándose con los déficits educativos a una "acumulación de problemas". Por eso, para impedir la criminalidad se necesitan intervenciones a tiempo en las medidas educativas. La acentuación de los factores sociales conduce fácilmente a la tolerancia de la violencia y, con ello, al aumento de la violencia en los jóvenes.

Traducido del alemán para Horizons et Débats por *Vicente Romano,* miembro de Tlaxcala (www.tlaxcala.es) y de Rebelión (www.rebelion.org)

«La Russie entre le passé et l'avenir»
suite de la page 8

de Gorbatchev a vacillé. Les réformes apparaissaient en sérieux danger.

Le coup d'Etat du mois d'août 1991

Des éléments aventuriers, irresponsables, membres de la vieille nomenklatura du parti profitèrent de cette situation pour renverser Gorbatchev, prendre le pouvoir et bloquer les réformes en cours. Même s'ils échouèrent, cette tentative de coup d'Etat d'août 1991 eut des suites désastreuses pour le pays et sa transformation. Il prépara le terrain au coup d'Etat d'Eltsine, de Chouchkevitch et de Kravtchouk. Gorbatchev aurait facilement pu les faire arrêter et condamner, lors d'un appel télévisé, comme des conspirateurs et des putschistes ayant gravement enfreint la Constitution et méprisé la volonté populaire telle qu'elle s'était manifestée en faveur du maintien de l'Union soviétique lors du référendum organisé sur la totalité du territoire de l'Union en mars 1991. A la fin décembre 1991, lorsque la Déclaration – anti-constitutionnelle – sur la dissolution de l'Union soviétique fut signée par les trois conspirateurs, le Premier ministre de Biélorussie, *Loukachenko* téléphona à Gorbatchev et lui proposa d'arrêter les trois putschistes littéralement en moins d'une heure. Gorbatchev refusa. Cela reste un des plus grands mystères de son règne.

La doctrine Gorbatchev

En politique extérieure, l'ère Gorbatchev se caractérise par une percée de dimension historique. A la fin de 1989, les principes les plus importants de la nouvelle conception de la politique extérieure soviétique s'étaient imposés. On pourrait les appeler *doctrine Gorbatchev*. A mon avis, celle-ci présente les caractéristiques suivantes:

- refus de toute politique d'hégémonie, principale cause des deux guerres mondiales, de la guerre froide et d'autres conflits internationaux;
- arrêt de la confrontation Est-Ouest et de la course aux armements;
- respect du principe selon lequel, en politique internationale, ce n'est pas la force qui doit s'imposer mais le droit;
- reconnaissance du principe de libre choix, c'est-à-dire d'autodétermination des peuples;
- profondes démocratisation et humanisation des relations internationales;
- efforts en vue de lier indissolublement morale et politique;
- transformation de la Grande Europe en une Europe unie dans la création en commun d'un espace politique, économique et juridique (Maison européenne);
- institutionnalisation et transformation de l'OSCE en une organisation capable d'assurer la sécurité et la collaboration, pierre angulaire d'une nouvelle Europe;
- démantèlement progressif des blocs et renoncement aux sphères d'influence ou de domination en Europe.

En suivant ces principes, on réussit à éviter, par des moyens pacifiques, la division de l'Allemagne et de l'Europe, à libérer les populations d'Europe centrale et orientale de la domination soviétique et à mettre fin à la guerre froide. Ce sont ces mêmes principes qui poussèrent l'Union soviétique à s'orienter davantage vers l'Europe. Les relations germano-soviétiques y occupaient une place privilégiée. Lors des pourparlers avec le chancelier Kohl, Gorbatchev déclara, le 15 juillet 1990: «Je n'hésite pas à mettre les relations germano-soviétiques sur le même plan que celles que nous entretenons avec les Etats-Unis. (…) Toute l'histoire de nos deux pays témoigne de ce qu'il n'y a jamais eu d'hostilité héréditaire, mais les forces du mal ont attisé les haines et les conséquences ont été tragiques.»[1]

Au cours des différentes époques, les relations entre la Russie et les pays d'Europe occidentale furent marquées par la triade *opposition*, *collaboration* et *coexistence*.

C'est Staline qui, par l'emprise soviétique sur les pays d'Europe centrale et orientale, a donné naissance à l'ère d'opposition, qui fut très préjudiciable aux intérêts nationaux russes. Gorbatchev, quant à lui, opta pour la collaboration, variante la plus favorable pour son pays. La plupart des principes de politique extérieure proclamés et respectés par Gorbatchev conservent toute leur importance et leur actualité au XXIe siècle, notamment en ce qui concerne le refus de toute politique d'hégémonie.

Capitalisme criminel: la Russie sous Eltsine

La troisième voie, inaugurée par la Russie sous Eltsine en 1992, s'est soldée par une série de graves échecs et a causé des dommages catastrophiques dans les domaines social, politique, économique et international. En matière de justice sociale et de pouvoir, cette volte-face ne profita guère au pays. Sous le système soviétique, c'est le pouvoir qui répartissait les fonds, les postes et les privilèges. Sous Eltsine, c'est l'argent qui donnait accès au pouvoir, aux postes et aux privilèges. Les citoyens russes s'en rendaient compte quotidiennement.

Quel choix profite le plus à la société et à l'individu? Il n'est pas difficile de répondre à cette question. Les deux styles de vie sont pernicieux aux points de vue politique, économique et moral. Ni l'un ni l'autre ne sont capables de protéger la société de l'arbitraire égoïste et de la domination par un petit cercle de politiciens, d'aventuriers, de bandits et de dictateurs.

La troisième voie

Il existe sans doute une troisième voie, même si l'humanité ne l'a pas encore découverte. Les réformes entamées par Gorbatchev allaient dans la bonne direction mais des politiciens irresponsables les ont fait échouer.

Dans les pays occidentaux aussi des systèmes économiques se font jour qui préfigurent cette troisième voie. Ainsi, en République fédérale d'Allemagne, le droit à la cogestion est largement utilisé. Aux Etats-Unis et dans d'autres pays occidentaux, les e*mployee's enterprises* sont couronnées de succès. Certains appellent ces formes d'économie sociale «capitalisme populaire».

Dans quelle mesure cette solution était-elle applicable à la Russie des années 1989 à 1991? J'ai répondu à cette question au début de 1990, dans les colonnes du magazine *Osteuropa*. Le rédacteur en chef Alexander Steiniger ayant trouvé cette interview digne d'être publiée, je me permets d'en citer un extrait:

«Question: Pavel G. Bunitch, vice-président du Comité pour les réformes économiques auprès du Soviet suprême et membre correspondant de l'Académie des Sciences d'URSS, a récemment proposé, dans les colonnes de l'hebdomadaire «Ogoniok», de louer la totalité des biens nationalisés, ce qui veut dire les céder à des particuliers ou à des collectifs désireux de se livrer à des activités entrepreneuriales, cela afin d'empêcher une reprivatisation et de préserver le caractère socialiste de l'économie soviétique.

Réponse: Pourquoi une telle solution ne serait-elle pas viable? A mon avis, l'économie de marché ne signifie pas reprivatisation. Le modèle de l'entrepreneur privé exploiteur tel que le XIXe siècle l'a connu est évidemment dépassé. J'aime mieux parler de *socialisation*. On prend les moyens de production à l'Etat pour les rendre à la société sous forme de sociétés anonymes, par exemple, ou de coopératives. La solution de Bunitch serait une forme de *socialisation*. Ce qui importe, c'est que les travailleurs se sentent de nouveau les véritables propriétaires des biens. D'ailleurs, la *socialisation* au sein de l'économie de marché serait également une possibilité de concilier ces contraires que sont le socialisme et le capitalisme.

Après ce plaidoyer en faveur du marché, qu'est-ce que le socialisme pour vous, aujourd'hui?

Le manichéisme est dépassé. Sur bien des points, le capitalisme occidental est beaucoup plus socialiste que le socialisme (soviétique). Autrefois, nous définissions le socialisme de la manière suivante: 1. suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, 2. rôle directeur du parti, 3. économie planifiée. Ce qu'on avait complètement oublié, c'étaient les droits de l'homme, les droits fondamentaux. En fin de compte, nous n'avions pas supprimé l'exploitation de l'homme par l'homme. Combien d'entreprises qui fonctionnaient bien étaient contraintes d'en traîner d'autres qui ne fonctionnaient guère? C'était là une autre forme d'exploitation. Et le monopole du parti unique s'est aussi avéré une grave erreur. Pourquoi le socialisme ne serait-il pas pluraliste? Qu'il soit compatible avec l'économie de marché ressort clairement des interminables débats que nous avons menés. En vérité, ce que nous appelions socialisme n'était qu'un pseudo-socialisme stalinien. Or, la théorie de la convergence – l'idée que le socialisme et le capitalisme se complètent l'un l'autre – que nous avons totalement écartée autrefois s'avère être aujourd'hui un concept d'avenir.»[2]

Capitalisme de bandits, version russe

Sous Eltsine, la Russie suivit une autre voie, une voie pernicieuse. Les anarcho-libéraux russes – je ne trouve pas d'autres termes pour désigner les *Gaïdar, Tchoubaïs, Nemzov, Tchernomyrdine* et autres représentants de la nouvelle nomenklatura russe au pouvoir, qui niaient le rôle de l'Etat et préconisaient le libre jeu du marché comme moyen idéal et unique de régler tous les rapports sociaux – se précipitèrent sans hésiter dans le capitalisme sauvage et criminel qui caractérise plutôt le XXIe siècle. Même le multimilliardaire Soros a qualifié ce qui a sévi en Russie de 1992 à 1999 de «capitalisme de bandits».

Pendant l'ère Gorbatchev, le système totalitaire russe fut pratiquement démantelé. Il s'agissait de développer les réformes et de créer un Etat de droit démocratique basé sur une économie sociale de marché. Ce qui se passa sous Eltsine n'avait plus rien de commun avec ce projet: On ne peut imaginer davantage d'incompétence, d'irresponsabilité, d'arbitraire et d'ignorance des intérêts nationaux et des citoyens. Les principes moraux et de justice sociale furent bafoués tant et plus. Les nouveaux dirigeants semblaient agir selon la devise «après nous le déluge».

La première mesure du gouvernement Eltsine, en janvier 1992, fut le déblocage des prix. Du jour au lendemain, les couches populaires, l'Etat, les entreprises industrielles et agricoles, la science, les institutions scolaires et sanitaires, usw. se retrouvèrent dans la misère. Le pouvoir d'achat de la population baissa considérablement. Mais là où il n'y a pas de demande solvable, la production ne peut pas augmenter et une société qui arrête de produire est condamnée au déclin. Du coup, l'Etat se retrouva privé de recettes fiscales notamment. Des mois, voire des années durant, il fut incapable de verser leurs salaires à ses fonctionnaires, pour ne mentionner que cette dépense. Plus de 60% de la population fut réduite à mener une existence misérable et humiliante en dessous du minimum vital.

Mauvaise politique économique sous Gorbatchev

Les erreurs de la politique économique de Gorbatchev eurent pour effet des étalages vides dans les magasins alors que la population disposait de suffisamment d'argent. Sous Eltsine, c'est le contraire qui se produisit: la population n'avait pas d'argent alors que les magasins abondaient en denrées alimentaires et en autres biens de consommation dont la majeure partie était importée. Dans les deux cas, la population ne pouvait rien acheter ou juste ce qu'il fallait pour survivre. La situation ne fut probablement pire qu'au début des années 1930, sous Staline, où à la suite de l'industrialisation et de la collectivisation, on créa artificiellement en Russie, en Ukraine et en Biélorussie, une famine frappant les masses en s'emparant par la force de toutes les récoltes de céréales pour les exporter et se procurer ainsi les devises nécessaires à financer une industrialisation rapide. La famine fit alors huit millions de morts.

Les «thérapeutes de choc» portèrent un second coup au pays en introduisant un système fiscal inédit qui imposa aux contribuables des impôts excessifs qui engloutirent la presque totalité des profits des entreprises. On découragea ainsi le pays à produire et à investir et cela à une époque où 60 à 70% des équipements de base de l'industrie et des infrastructures étaient vétustes et devaient être modernisés de toute urgence.

On ne s'étonnera donc pas du fait qu'en 1994 le volume de production et le produit intérieur brut aient baissé de 50% par rapport à 1990, ce qui précipita le pays dans de graves turbulences économiques et politiques, turbulences qui existent toujours.

Le budget de l'Etat réduit de 600 milliards à 30 milliards

Une fuite massive de capitaux et le transfert de fonds publics commencèrent alors. Non seulement le régime Eltsine ne fut pas capable d'y remédier mais il encouragea ce processus néfaste à l'économie. N'est-il pas paradoxal que la Russie n'ait signé qu'en mai 1999 (elle ne la ratifia qu'au mois d'avril 2001) la Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, signée par des pays européens en 1990 déjà? On estime que jusqu'en 2000, plus de 400 milliards de dollars ont été transférés à l'étranger (à titre de comparaison: le budget de l'Etat d'alors atteignait environ trente milliards de dollars tandis qu'il était, au début des années 80, de 600 milliards de dollars environ). Au cours de l'année 2006, 2 à 3 milliards de dollars ont quitté chaque mois le pays (en 2000: 27 milliards).

Une autre conséquence des impôts élevés fut l'apparition d'une véritable économie parallèle qui échappa à tout impôt (elle représentait environ 40% de l'économie).

Eltsine entre les mains des oligarques

Le troisième coup infligé au pays furent les privatisations criminelles à *vouchers* dites *privatisations Tchoubaïs*. Les biens publics, créés pendant de longues années de dur travail et de privations des travailleurs furent vendus pour une bouchée de pain à une poignée de personnes proches du gouvernement et qui lui servaient de soutien. Ce genre de privatisation n'était pas de nature à contribuer à la croissance, à la modernisation de la production, à l'augmentation de son efficacité et à sa compétitivité. Tout au contraire, elle donna naissance à une oligarchie financière devenue propriétaire illégitime de la plus grande partie des richesses nationales. La Russie, sous l'ère Eltsine, n'accoucha pas de personnalités comme Ford, Edison, Bosch, Krupp, qui avaient créé de la valeur et contribué au progrès économique et industriel. En lieu et place, ce furent les Berezovski, Goussinski, Tchoubaïs, Smolenski, Tchernomyrdine et consorts qui ne créèrent pas de valeur et se contentèrent de dicter en coulisses leur politique à Eltsine.

Les activités économiques de la nouvelle élite russe au pouvoir se bornaient essentiellement à effectuer des opérations boursières douteuses. Elle ne se préoccupa pratiquement pas de créer de la valeur. Sur fond de famine et de misère produites artificiellement, cette attitude généra une augmentation considérable de la criminalité et de la corruption, qui toucha toute la société, de la base au sommet. Des clans d'oligarques mafieux se mirent à décider du résultat des élections, des nominations de hauts fonctionnaires, de la politique gouvernementale et de l'activité des médias. On assista à une «privatisation des pouvoirs publics» qui s'étendit même aux services secrets, les acteurs de cette «politique de l'ombre» usurpant le droit de décider du sort de la Russie.

Le régime Eltsine essayait de compenser le délabrement de l'économie en sollicitant d'énormes crédits de la part des pays occidentaux qui servirent à acheter des denrées et d'autres biens de consommation à l'Ouest pour assurer la survie du pays et éviter à la population de mourir de faim. Entre-temps, la production nationale stagnait. Une partie considérable des prêts se perdait dans les poches de criminels. Aucun gouvernement occidental ne se serait permis une politique économique aussi irresponsable et antinationale et aucun peuple occidental ne l'aurait tolérée.

Le régime oligarchique dura jusqu'en 2000

Jusqu'en 2000, la Russie se montra incapable de suivre la voie du capitalisme moderne. Un régime apparut qu'on peut qualifier d'oligarchique mafieux. On laissa échapper de la boîte de Pandore la corruption, la criminalité, l'immoralisme, l'égoïsme cynique et le despotisme qui imprégnèrent la nouvelle nomenklatura russe, laquelle était d'ailleurs constituée des seconds couteaux du parti communiste

Suite page 11

«La Russie entre le passé et l'avenir»
suite de la page 10

soviétique. Le pouvoir de l'Etat dégénéra en une «entreprise familiale» eltsinienne qui imposa son régime arbitraire à la population tout entière en servant les intérêts de cette nomenklatura. Le président devint le garant de l'impunité accordée aux fraudeurs et aux bandits qui ne faisaient que spolier la population, pour la deuxième fois depuis 1917.

Les dégâts causés à l'économie russe sous Eltsine, notamment sous l'influence des conseils de l'Américain Jeffry Sachs, dépassent ceux causés à la Russie par la Seconde Guerre mondiale entre 1941 et 1945.

Entre 1992 et 2000, la population russe a diminué d'un million d'habitants par année. Toutes sortes de pathologies sociales ont augmenté: Avant 1992, il n'y avait pratiquement pas de drogués. Aujourd'hui, leur nombre officiel s'élève à 5 millions. L'alcoolisme est devenu un véritable fléau national. L'état sanitaire de la population s'est dégradé de manière catastrophique. Les inégalités de revenus représentent aujourd'hui un haut risque pour la sécurité du pays. La base de la société est constamment rongée par toutes sortes de symptômes inquiétants tels que l'apathie, la dépravation intellectuelle et morale, le désespoir, le cynisme, la méchanceté, la frustration due au manque de perspectives. Deux fois au cours de son histoire, la population russe a été victime d'un génocide, la première fois dans les années de construction du socialisme, après 1917, par une sorte d'abrutissement idéologique imposé, et la seconde fois après 1992, lors de la folie meurtrière en sens opposé.

Quelques 400000 scientifiques et spécialistes ont fui le pays

Une des raisons principales de la situation catastrophique de la Russie réside dans la médiocrité du niveau professionnel et moral et le manque de culture des «élites» gouvernementales. Ceux qui incarnaient la culture, le savoir et la moralité de la nation furent victimes une première fois de la terreur bolchevique. Des millions de personnes à l'esprit indépendant furent exterminées ou contraintes d'émigrer. Ce fut une véritable saignée opérée dans les forces intellectuelles du pays. Après 1992, on assista à une nouvelle vague d'émigration. Cette fois-ci, la fuite était principalement motivée par la grande pauvreté. Jusqu'en 2000, près de 400 000 scientifiques et spécialistes de professions rares ont quitté le pays.

La nouvelle caste des maîtres de la Russie était faite d'individus qui manquaient de formation sérieuse, n'avaient aucune expérience de l'exercice du pouvoir et se moquaient de la morale, de la dignité de l'homme, de l'honneur et de l'intérêt du peuple. Eltsine incarnait parfaitement tous ces traits. N'avaient accès à cette caste que ceux qui ne se sentaient aucunement liés aux normes morales et s'étaient compromis dans de sombres magouilles, dans la corruption ou avaient commis des actes criminels. Il n'y avait pas place dans cette caste pour des gens honnêtes et dignes.

Quant au bilan des réformes réalisées sous Eltsine, on ne s'étonnera pas que l'image de la Russie en soit sortie gravement ternie. Voici ce qu'écrit la *Novaïa Gazeta* à ce sujet:

«Nous avons bêtement liquidé tout le potentiel de gratitude que nous avait réservé le monde entier pour l'avoir libéré de la guerre froide. On avait peur de l'Union soviétique communiste comme d'un monstre. On commence maintenant à mépriser la Russie à cause de ses pillages, de sa corruption, de son mépris des lois, de son impunité, de son arbitraire, de la manière barbare dont elle traite sa propre population et de ses dirigeants arrogants et incompétents».[3]

La démocratie discréditée sous Eltsine

La dernière décennie du XXe siècle n'a apporté à la Russie ni l'Etat de droit ni l'économie sociale de marché ni une démocratie fonctionnant normalement ni un système multipartite correspondant aux normes universelles. L'économie et le niveau de vie de la population ont été minés. La part de la Russie au PIB mondial s'est considérablement réduite: en 2000, elle était de 1,7% et le pays se situait en 16e position, après l'Inde, le Brésil, l'Indonésie, le Mexique et même la Corée du Sud. On a pratiquement perdu une décennie pour les réformes. Dans son allocution télévisée du 12 juin 2001, Vladimir Poutine déclarait: «Les réformes qui ne servent pas le peuple échouent. La dernière décennie en témoigne. Nous devons en tirer les leçons.»

On ne peut pas expliquer l'échec des réformes sous Eltsine par les «difficultés à changer les choses», comme le font certains. A preuve leur succès en Pologne, en Hongrie, en République tchèque et dans d'autres pays d'Europe centrale et de l'Est. Si le régime Eltsine a réussi quelque chose, c'est à discréditer la démocratie et l'économie de marché auprès de la population. L'euphorie pro-occidentale très répandue dans la société russe à l'ère Gorbatchev s'est transformée en antiaméricanisme à la fin des années 1990.

Au cours des années 1990, deux processus opposés se sont développés en Russie et en Europe de l'Ouest:

- en Europe de l'Ouest, l'accélération, l'approfondissement et l'extension de l'intégration; en Russie, une désintégration qui menaçait de mener le pays à la ruine;
- en Europe de l'Ouest, l'augmentation des ressources de l'Etat et la hausse du niveau de vie de la population; en Russie, la diminution considérable des ressources de l'Etat et l'appauvrissement scandaleux de la population;
- En Europe de l'Ouest, le renforcement du pouvoir d'achat du marché; en Russie, la détérioration de la demande solvable;
- En Europe de l'Ouest, l'augmentation de la compétitivité et de la force des groupes industriels à la suite de fusions; en Russie, le morcellement effectué dans l'intérêt des oligarques et le recul de la compétitivité;
- En Europe de l'Ouest, le renforcement de l'identité européenne; en Russie, la tendance à se détacher de l'Europe de l'Ouest et la recherche – infructueuse jusqu'ici – d'une identité nationale;
- Les pays de l'UE sont entrés dans l'étape postindustrielle de leur développement économique et social alors que la Russie est restée prisonnière, depuis le début de 1992, de la phase d'industrialisation et de niche des matières premières de l'économie mondiale.

Le pays n'était pas préparé à entrer dans la mondialisation et est resté en marge du développement moderne de la société.

En finir avec la corruption

Dans un proche avenir, c'est-à-dire dans les 15 à 20 prochaines années, la politique intérieure russe aura la lourde mission d'éliminer les dégâts causés par le gouvernement Eltsine depuis les années 1992. On ne peut qu'approuver le rédacteur en chef du magazine *Forbes* Paul Klebnikov qui a écrit: «Il va de soi que l'ère autodestructrice de la Russie va prendre fin un jour ou l'autre et que la nation s'attaquera à la rude tâche de reconstruction. Vladimir Poutine pourrait en effet être l'homme de la situation. Mais il faut d'abord qu'il en finisse avec la corruption et le népotisme capitaliste incarné par Boris Berezovski.»[4]

Voici les tâches les plus importantes qui attendent la politique russe:

- libérer la société des structures mafieuses, c'est-à-dire de la collusion entre l'appareil étatique, la criminalité et le capital financier oligarchique;
- établir un système parlementaire démocratique qui réponde aux traditions et aux normes modernes européennes, ce qui implique avant tout la création de partis démocratiques fonctionnant normalement, ce qui manque encore en Russie;
- réaliser une séparation des pouvoirs digne de ce nom, qui constitue une protection contre l'arbitraire du pouvoir autoritaire;
- créer des conditions politiques, juridiques et psychologiques normales pour développer l'économie de marché et son infrastructure, pour promouvoir la classe moyenne dont la part du produit national brut de Russie est actuellement d'environ 5 %;
- créer enfin des richesses et abandonner l'économie de rente;
- augmenter considérablement le niveau de vie de la population, éradiquer la pauvreté de masse et augmenter ainsi le pouvoir d'achat qui stimule la croissance;
- modifier fondamentalement les structures pour passer d'une économie de matières premières à une économie de haute technologie;
- investir les centaines de milliards de dollars qui se sont accumulés dans le fonds de stabilisation à la suite des exportations de gaz et de pétrole, non à l'étranger (le plus souvent aux USA), comme cela a été le cas jusqu'ici mais à l'intérieur du pays: pour la croissance, pour élever le niveau de vie, pour développer le secteur de la haute technologie, pour les sciences, pour le système de santé publique et les infrastructures.

Toutes ces tâches sont étroitement liées. Leur solution nécessitera, selon les estimations, au moins quelques décennies et une condition doit absolument être remplie: il faut une situation favorable à l'intérieur et au niveau international. Or il règne beaucoup de confusion dans ces deux domaines.

En ce qui concerne la politique intérieure, le succès de la nouvelle politique de Poutine dépendra de sa capacité à se libérer des entraves de l'«entreprise familiale» dont les représentants occupent encore des postes importants de l'appareil d'Etat et à assainir radicalement la société et l'économie.

La politique hégémonique des Etats-Unis fait exploser les dépenses d'armement

On ne sait pas très bien ce qu'il en sera dans un proche avenir de la protection extérieure du développement intérieur de la Russie. La fin de la guerre froide semblait libérer l'économie russe du poids de la confrontation. On allait pouvoir profiter des«dividendes de la paix». Dans les années 1980, les dépenses militaires mondiales s'élevaient à un trillion de dollars par an. Deux tiers de ces dépenses revenaient aux Etats-Unis et à l'URSS. Néanmoins, la charge de ces dépenses gigantesques n'était pas la même pour les deux superpuissances. La politique d'hégémonie messianique de l'URSS était extrêmement coûteuse et préjudiciable au développement économique du pays. Elle a englouti, dans les années 1980, 20 à 30% du PIB, dont 60% de la production de l'industrie de la construction mécanique et 75% de tous les investissements dans la science. Par contre, la part du budget militaire des Etats-Unis dans le PIB n'était que de 5 à 6%. Pays beaucoup plus riche et plus puissant, les Etats-Unis pouvaient facilement supporter la course aux armements. En outre, les alliés de l'Europe de l'Ouest assumaient une part importante du budget militaire de l'OTAN (environ 50%).

Malheureusement, les espoirs de tous ceux qui, en Russie, pensaient qu'avec la fin de la guerre froide, on pourrait faire avancer résolument les réformes économiques et démocratiques et réaliser ainsi une transformation profonde de l'économie privilégiant la production civile ne se sont pas réalisés. L'abandon de la confrontation Est/Ouest permit dans un premier temps à la Russie d'amputer son budget militaire. D'après les données du SIPRI pour les années 1999 et 2000, les dépenses militaires passèrent de 240 milliards de dollars en 1989 à 18 milliards en 1998.

Les chiffres équivalents pour les Etats-Unis s'élevaient à 374 et 256 milliards de dollars. Aujourd'hui, ils atteignent plus de 500 milliards de dollars. L'administration américaine a maintenu un potentiel militaire puissant malgré la fin de la «menace soviétique».

En Russie, on observa avec inquiétude que les Américains abandonnaient les principes énoncés en 1990 dans la *Charte de Paris* et d'autres accords en vue de l'établissement d'un nouvel ordre commun de paix et d'un système de sécurité coopératif en Europe, sans lignes de démarcation, sans sphères d'influence et sans domination. Cela fut interprété comme un signe évident que les Etats-Unis étaient passés à une nouvelle politique d'hégémonie messianique dont le but était la création de la «pax americana». L'administration *Clinton* annonça cet objectif ouvertement. Sous Bush, cette politique se précisa et prit plus d'ampleur. Elle ne correspondait pas à l'esprit qui devait caractériser les relations internationales après la fin de la guerre froide.

Malheureusement, sous cette pression extérieure, les dépenses militaires de la Russie recommencèrent à augmenter depuis 1999. Le pays va-t-il entrer dans un nouveau cycle caractérisé par la militarisation et la course aux armements? Cela aurait à nouveau des effets préjudiciables au développement économique et général du pays. Il aurait beaucoup de peine à éliminer les conséquences de la «thérapie de choc». Poutine a déclaré que la réponse la moins coûteuse à ce défi pour la sécurité de la Russie pendant les 50 prochaines années consistait à armer les forces stratégiques de nouveaux missiles contre lesquels la défense antimissiles américaine ne pourrait rien.

Les premières mesures prises par Poutine donnaient l'impression qu'il voulait se débarrasser du lourd héritage d'Eltsine en politique, en économie et en ce qui concerne le moral de la nation. En effet, il a cherché:

- à stopper le délabrement politique et économique et territorial de la Russie en renforçant la verticale politque;
- à renforcer partout le rôle de l'Etat;
- à mettre un terme à la dictature politique des oligarques;
- à lutter contre la criminalité, la corruption et le népotisme;
- à améliorer la justice.

Croissance sans développement

C'est dans la ruine de son économie que Poutine voyait le plus grand danger pour la sécurité du pays. Dans un proche avenir, la seule source de financement sera l'exportation d'énergie et de matières premières. Cela met de nouveau la Russie, comme à l'époque soviétique, dans une grave situation de dépendance par rapport aux prix du marché mondial du gaz et du pétrole. Malheureusement, rien n'a été fait pour libérer le pays de cette dépendance. Au contraire, les efforts de la stratégie économique continuent de se concentrer sur le soutien à l'industrie gazière et pétrolière. Les revenus de l'exportation

Suite page 12

Après l'effondrement de l'Union soviétique, après les années «jeltsine» désastreuses, après les interrogations, les doutes, les timides nouveaux espoirs, un des plus grand journaliste d'investigation allemand, Peter Scholl-Latour, nous apporte par son livre «Russland im Zangengriff» un témoignage éclairant et bienfaisant.
ISBN 3-549-07265-1

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.+41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51
E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
Imprimerie
Nüssli, Mellingen
Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

© 2007 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

«La Russie entre le passé et l'avenir»
suite de la page 11

de l'énergie ne sont pas réinvestis dans l'économie russe, mais le plus souvent virés sur des comptes américains pour acheter des titres, cela sur la base de deux raisonnements erronés:

a) les investissements dans la propre économie relanceraient fortement l'inflation;
b) une partie considérable des moyens investis disparaîtrait dans les poches de criminels.

Poutine n'a pas su saisir l'occasion – rare – des prix élevés sur le marché mondial des matières premières pour redémarrer le développement économique de la Russie. Le pays s'est transformé en fournisseur d'énergie et de matières premières. La nocivité d'une telle stratégie pour le pays et le peuple est évidente. Cela a conduit à un modèle économique particulier, la «croissance sans développement». Comment expliquer cela? Par l'influence des oligarques? Ou par l'incompétence du gouvernement? Il n'est pas encore possible de donner une réponse claire à cette question, mais une chose est sûre: «Dans une perspective à long terme, selon *Illarionov*, conseiller économique démissionnaire de Poutine, le modèle politique et économique russe est instable et basé uniquement sur la conjoncture mondiale des prix de l'énergie».[5]

La pauvreté et la misère représentent un autre danger latent pour la sécurité, la cohésion et la démocratie en Russie, mais on a fait peu de choses pour améliorer la situation dans ce domaine. Les réformes prévues de l'économie communale, des systèmes sanitaire et scolaire, visant à supprimer les subventions qui représentaient 60 à 70% du trésor public ainsi que la suppression d'allègements fiscaux ont dégradé encore davantage la situation financière de la population. Les prévisions dans ce domaine sont très sombres. Aujourd'hui, 40 millions de citoyens vivent en dessous du minimum vital.

La Russie doit se défendre contre la «conquête secrète» opérée par les USA

Comme celle de Gorbatchev, la politique de Poutine est caractérisée par les hésitations, les louvoiements, de nombreuses énigmes et l'absence de programme clair pour le développement de la société et du pays. A l'Ouest, on lui reproche de gouverner de façon autoritaire. Mais comment pourrait-il réagir autrement à la pression massive des Américains à l'intérieur du pays et en politique étrangère. Il se heurte à une résistance croissante des milieux politiques et économiques qui se sentaient très à l'aise dans l'atmosphère débridée de l'ère Eltsine et qui craignaient de perdre leur pouvoir. Il faut donc s'attendre à ce que le redressement de la société et de l'économie russes soit fortement ralenti par des facteurs politiques. L'opposition à Poutine pourrait tenter d'aggraver encore la situation douloureuse de la population pour en tirer profit afin de renverser le président de la même façon que Gorbatchev.

Sous Poutine, la politique étrangère joue sans aucun doute un rôle secondaire par rapport à la politique intérieure. D'autant plus que les frontières entre la sécurité intérieure et la sécurité extérieure deviennent floues et que la Russie doit se défendre contre la «conquête secrète» opérée par les USA. Les priorités en politique étrangère ont été fixées autrement que sous Eltsine. Leur ordre d'importance et leur poids se sont modifiés. Les efforts permanents des USA pour étendre leur zone d'influence en Europe et même dans certains pays de la CEI, notamment en Ukraine, en Géorgie et en Azerbaïdjan (et dans une certaine mesure en Biélorussie) pour les englober ont joué un rôle décisif. Après de longues hésitations, Moscou a ressenti cela comme une menace. L'orientation vers les USA sous Eltsine s'est avérée contreproductive. Pendant la présidence de Clinton, même les initiés ne savaient pas très bien si les Etats-Unis avaient l'intention non seulement d'affaiblir la Russie intérieurement mais également de l'isoler de l'Europe, notamment de l'Allemagne et de la France («to keep Russians out»). Cela résultait d'un objectif de politique extérieure des USA visant à s'affirmer en tant que puissance mondiale et à supprimer préventivement tout concurrent éventuel. Moscou a dû accepter le fait que les USA aient réussi à mobiliser les pays européens de l'OTAN et de l'UE contre la Russie.

Collaboration avec les pays européens

Etant donné les expériences négatives de la politique extérieure russe des dernières décennies du siècle passé, la politique étrangère de Poutine attache une grande importance à la collaboration avec les pays européens. Mais dans cet espace, la Russie ne peut compter avoir du succès que si 1. l'idée que sécurité et collaboration sont inséparables s'impose à l'Ouest, 2. les Européens de l'Ouest se libèrent de la tutelle et des diktats des USA et 3. Poutine arrive à se libérer de l'influence des puissants lobbys installés à Moscou par les Américains.

Les USA ne peuvent jouer un rôle constructif en Europe que s'ils abandonnent leur tendance dominatrice et leur arrogance. La « surexpansion impérialiste» les y obligera tôt ou tard. Néanmoins il faut s'attendre à ce que la Russie continue de subir les pressions politiques, militaires, propagandistes et subversives de l'Amérique.

La Russie a abandonné définitivement la politique hégémonique messianique

A mon avis, la Russie a abandonné définitivement la néfaste politique hégémonique messianique de l'ère soviétique. Etant donné ses réserves naturelles, c'est un des pays les plus riches et territorialement, c'est le plus grand pays du monde. Qu'a-t-elle à attendre d'une expansion? Elle doit développer la démocratie, la prospérité, la stabilité et l'ordre pour ses citoyens. Elle a tout intérêt à établir de bonnes relations avec tous les pays voisins, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. Aussi sa politique extérieure peut-elle avoir un caractère eurasiatique.

Les pays de la CEI sont ses voisins immédiats. Ils lui sont fortement attachés par le territoire, l'histoire, la politique et l'économie. C'est pourquoi de bonnes relations avec eux sont essentielles pour garantir la sécurité de la Russie. Au fil des siècles, des liens économiques et sociaux étroits se sont tissés entre les pays de la CEI. On pourrait parler d'une intégration particulière. La tentative de réformer et d'améliorer cette intégration après l'effondrement de l'Union soviétique a été un échec. Les raisons en sont à chercher dans la consolidation inachevée du pouvoir politique et dans la faiblesse économique de ces pays et de la Russie.

Les USA, facteur perturbateur

A l'avenir, si la situation de ces pays s'améliore, on peut s'attendre à une augmentation de leur intérêt pour l'intégration. La solution la plus favorable pour eux serait l'intégration que l'Union européenne a suivie. Pour la Russie, elle ne sera acceptable que si elle ne représente pas une charge supplémentaire pour son économie et sa population, comme ce fut le cas autrefois, quand les républiques nationales de l'empire soviétique, à la différence des empires des pays d'Europe de l'Ouest comme l'Angleterre, l'Espagne et le Portugal, ont pu développer leurs économies, leurs sciences et leurs cultures nationales en bien ou en mal, au détriment des centres. Mais également dans de bonnes conditions – et il faudrait notamment que les Etats-Unis cessent d'empêcher cette intégration par leur politique du divide et impera – de véritables résultats ne seront visibles que dans 20 à 30 ans.

Malgré le facteur perturbateur américain, la Russie va, dans un proche avenir, se trouver dans l'obligation absolue d'orienter son énergie et ses ressources vers l'intérieur, pour assainir l'économie et la société et augmenter de façon radicale le niveau de vie de la population. Une condition importante est que la Russie trouve enfin le modèle de développement économique, politique et social optimal en rapport avec sa situation et ses traditions, ainsi qu'avec sa place dans la communauté internationale. Jusque-là, elle oscillera entre le passé et l'avenir. •

[1] Gorbatschow, Michail, *Wie es war,* p. 141-142
[2] Ohne freie Marktwirtschaft scheitert die Perestroika. Ein Gespräch mit Professeur Wjatscheslaw Daschitschew, in: *Osteuropa* Heft 6, juin 1990
[3] Wladimir Kulagin. An Russland kann man nur glauben, in: *Nowaja Gaseta,* 20-23/1/2000, p. 3
[4] *Klebnikow,* op.cit., p. 410
[5] *Nesawisimaja Gaseta* (journal indépendant), 21/12/06

(Traduction *Horizons et débats)*

L'Eglise permet à des enfants soldats de commencer une nouvelle vie

12 février: Journée internationale des enfants soldats

«Libérons les enfants de la guerre!» C'est avec ce slogan que la légende du football *Pelé* soutient le projet *Aktion Volltreffer*, campagne de l'Eglise catholique en faveur des enfants soldats parrainée par les œuvres caritatives *Adveniat*, *missio* et la mission *Eine Welt*.

«En Ouganda, nous avons pu financer un projet qui a permis à des centaines d'enfants soldats de prendre la fuite», a déclaré le président de *missio*, le Père Eric Englert. Un missionnaire avait eu l'idée d'installer une station de radio permettant de joindre les enfants soldats impliqués dans la guerre qui sévissait dans la brousse. Grâce aux renseignements diffusés par le Père, 400 mineurs ont réussi à s'enfuir en quatre mois.

Avec le slogan «Mieux vaut tirer dans des buts que sur des humains», les organisateurs de la campagne *Aktion Volltreffer* avaient réalisé le rêve d'un ancien enfant soldat. Après s'être enfui du champ de bataille, l'adolescent de 16 ans avait profité d'un projet de réinsertion de l'Eglise où il s'était découvert une grande passion pour le football.

«Grâce à ce rêve du jeune Africain, nous avons pu convaincre des personnalités importantes telles que *Pelé*, *Andy Köpke* et *Gerald Asamoah* qui ont fait entrer le slogan dans les stades de football», a déclaré le Père Englert. C'est ainsi qu'avant un match de première division, les organisateurs d'*Aktion Volltreffer* et le club de football *Schalke 04* ont lancé un appel à 60 000 spectateurs pour qu'ils soutiennent la campagne. Les supporteurs ont donné 14 000 euros pour un projet au Libéria. Par la suite, des dons ont été récoltés partout en Allemagne à l'occasion de nombreuses manifestations dans des stades et des communes. Plus de 100 écoles ont également soutenu la campagne.

«L'accompagnement spirituel et psychologique et la réinsertion d'anciens enfants soldats est une de nos missions les plus importantes; sinon ces garçons et ces filles finissent dans la rue ou continuent à se servir d'armes pour survivre grâce à la criminalité», a expliqué le président de *missio*. L'ancienne fille soldate *China Keitetsi* a retrouvé une vie normale. Elle a maintenant 30 ans et après avoir passé dix ans en Ouganda dans la région ravagée par la guerre civile, elle vit actuellement au Danemark. Elle a écrit un livre intitulé «La petite fille à la Kalachnikov: Ma vie d'enfant soldat». L'année dernière, elle a été reçue en tant qu'ambassadrice de la campagne *Aktion Volltreffer* par le président fédéral *Horst Köhler* qui a déclaré: «Le destin de China Keitetsi me touche beaucoup. Il nous montre combien il est important d'unir nos forces afin de lutter contre l'abus d'enfants dont on fait des soldats.»

Selon ses organisateurs, après presque deux ans, le bilan de la campagne est positif. Elle a permis à des milliers d'enfants de commencer une nouvelle vie.

«Nous aimerions remercier tous les amateurs de football, les communes, les écoles et tous les donateurs», a déclaré le directeur d'*Adveniat*, le prélat *Bernd Klaschka*, dont l'organisation soutient des projets similaires en Amérique latine. Désormais, toutes les organisations de bienfaisance qui ont collaboré à cette campagne continueront à soutenir ces mesures d'assistance aux enfants soldats dans leurs propres projets. En effet, c'est uniquement grâce aux dons en provenance d'Allemagne que les anciens enfants soldats peuvent reprendre une vie normale et réaliser leur rêve: tirer dans des buts plutôt que sur des humains.

Selon les dernières statistiques, environ 300 000 enfants sont engagés dans des conflits armés dans le monde entier. C'est dans les pays suivants qu'il y en a le plus: au Myanmar (plus de 30 000), en République démocratique du Congo (environ 30 000), au Soudan (22 000), au Libéria (21 000), en Ouganda (20 000), en Colombie (14 000) et en Somalie (plus de 10 000).

Source: *www.missio.de*

(Traduction *Horizons et débats)*

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❏ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €

❏ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €

❏ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €

❏ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Nom / Prénom: _____

Rue / Nº: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

❏ Veuillez faire parvenir six numéros à l'essai gratuitement aux adresses suivantes:

_____ _____

_____ _____

_____ _____

_____ _____

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51

CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich